

# L'armée israélienne au Liban : qui sème la terreur... p. 20

## **lutte** **ouvrière**

Fluctuations  
du dollar :  
vers le  
gouffre ?

p. 10

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 876 - 16 mars 1985 - prix : 6 F

CANTONALES :

## **LA FORCE DES TRAVAILLEURS N'EST PAS DANS LES URNES**

(p. 3 et 5)

## **Tchernenko :**



## **les grands de ce monde enterrent un des leurs**

p. 11



## Dans le monde

Page 8 :

- Nouvelle-Calédonie : un jeune Kanak mis à l'ombre pour 4 « expulsés » du Front Calédonien toujours en liberté.
- Après la Nouvelle-Calédonie, Tahiti ?

Page 9 :

- L'esclavage salarié des enfants du monde.

Page 10 :

- Spéculation sur le dollar : au bord du gouffre ?
- L'aide aux pays sous-développés, au départ et à l'arrivée.

Page 11 :

- Les obsèques de Tchernenko.

Page 20 :

- L'armée israélienne au Sud-Liban : Qui sème la terreur...

## En France

Page 4 :

- Les subventions aux entreprises nationalisées finiront dans les poches des capitalistes privés.
- UNEDIC : le chômage augmente, les caisses se vident.

Page 5 :

- Les résultats des candidatures de Lutte Ouvrière, de la LCR et de l'extrême-gauche dans les cantonales.

Page 6 :

- Quatre jours de grève à Motorola (Toulouse).

Pages 12 et 13 :

- Creusot-Loire Saint-Chamond ; Aérospatiale Les Mureaux ; Kréma Montreuil ; Schlumberger Montrouge.

Pages 14 et 15 :

- SNCF : Gare de Lyon ; Villeneuve-Triage ; Ateliers de Nanterre-La Folie.
- Elmo (93) ; FPA de Liévin (Pas-de-Calais).

## Culture

Pages 16 et 17 :

- Livres : *Les lieux, histoire des commodités* de R.H. Guérard ; *Détails d'un coucher de soleil* de V. Nabokov ; *L'ami retrouvé* et *Il fait beau aujourd'hui* de Fred Uhlman ; *Le manuel du parfait petit masochiste* de D. Greenburg ; *La valise en carton* de Linda de Souza ; *Le grand feu* de Jeanne Bourin.

Pages 18 et 19 :

- Théâtre : *Volpone* d'après Ben Johnson ; *Tailleur pour dames* de Feydeau.
- Films : *Soldier's story* de Norman Jewison ; *Le thé à la menthe*.

**LUTTE OUVRIERE** regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE  
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18  
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

## ... Deux bières, bonjour les Séguéla !

Tout le monde a vu les affiches plutôt stupides de la pub « *ma chemise pour une bière* ». Le commanditaire en est l'Union générale de la brasserie française, qui s'inquiète : les Français boivent de moins en moins de bière. La consommation baisse depuis dix ans ; et en 1984, encore de 5,2 %.

D'où la décision de lancer une campagne publicitaire de 25 millions de francs durant cinq ans.

L'auteur de ce chef-d'œuvre, c'est le publiciste bien connu Jacques Séguéla. Il voudrait modifier l'image de la bière, jugée trop « *triviale et masculine* » (merci pour les hommes). Les jeunes et les femmes sont donc les cibles de la campagne.

Quand il s'agit de faire de la mousse, Jacques Séguéla s'y connaît : n'est-ce pas lui qui se vante d'avoir lancé Mitterrand ? Reste à savoir si la bière française, après avoir changé d'image, aura meilleur goût. Sinon, une nouvelle fois les naïves victimes seront déçues et y perdront leur chemise.

## Coule Britannia

Les Anglais, du moins les Anglais chauvins, sont scandalisés : le grand magasin Harrods, un des plus célèbres du monde, une institution vénérable, un bâtiment d'époque victorienne, bref un des symboles de la grandeur de feu-l'Empire britannique, vient d'être racheté. Et par qui ? Par des étrangers, des Egyptiens, trois frères riches originaux d'Alexandrie qui, malgré leur allure très respectable, ne sont pas nés dans la même île que la famille royale.

C'est un coup dur pour la fierté britannique. Tout s'en va...

Les Anglais, à coup sûr, ont eu moins de problèmes de conscience lorsqu'ils ont acheté, il y a à peine un siècle, le canal de Suez, qui était pourtant très égyptien, et lorsqu'ils ont fait venir dans leurs musées des momies de pharaons ou encore des marbres grecs du Parthénon. Ils ont dû rendre le canal, mais ils ont conservé les momies et les marbres. Alors, qu'ils s'estiment encore heureux : les acheteurs d'Harrods n'ont pas l'intention de le démolir pour le remonter à Alexandrie. Ce ne sont pas des sauvages...

## Auto-critique

Il y a quelques jours, la Préfecture de Police de Paris a annoncé une intensification des mises en fourrière des véhicules mal garés dans la capitale, et l'ouverture d'une nouvelle fourrière aux Halles.

Mais, on ne sait trop pour quelle obscure raison, le torchon brûle entre le préfet de police, Fougier, et le Syndicat général de la police. Toujours est-il que le secrétaire général adjoint du SGP s'est livré, lors d'une conférence de presse, à une vigoureuse attaque contre la politique « tout-fourrière » du préfet.

Selon le SGP, les policiers sont trop nombreux à s'occuper du mauvais stationnement et pas assez à lutter contre l'insécurité. Le SGP dénonce la collusion Fougier-Chirac avec les sociétés privées qui réalisent les enlèvements (sociétés G7, Beck et Central 1000) qui touchent 450 F par véhicule ; ce qui représente, à raison de 520 véhicules par jour en moyenne, une recette de 67 millions de francs par an. Le SGP dénonce la course aux enlèvements qui se font parfois « sans discernement », au plus près des fourrières, pour gagner du temps, et lors de certains rassemblements comme par exemple le 5 mars, lors d'un match au Parc des Princes.

Autrefois, les fermiers généraux percevaient directement les impôts pour le compte du roi — et pour leur propre compte en passant. Aujourd'hui, il reste dans Paris les fourriers généraux.

## Pavillon en berne

Une publicité parue dans les journaux est intitulée « *Entendre comme Reagan* » et explique ainsi : « *Attentif aux moindres murmures, le président Reagan a choisi le Minisone. (...) Il permet de mieux comprendre* ».

Sans doute. Mais est-ce que Reagan change les piles ?

## Jeu de loi

Le procès des frères Willot se poursuit au tribunal de Paris. Et si l'on en croit les comptes rendus d'audience, les frères — et spécialement le chef de la bande, Jean-Pierre — ne s'en tirent pour le moment pas trop mal. Ils ont répondu à tout. Et comme ce qu'ils ont fait n'est somme toute pas pire que ce que font couramment bien des capitalistes, le verdict final n'est pas évident.

Jean-Pierre, qui aime se montrer en spectacle, s'en donne pour son argent (c'est une habitude). Et voilà ce qu'on peut entendre dans la bouche d'un grand bourgeois, à propos du magasin Le Bon Marché, qu'il était question de fermer : « *Mais moi, je ne suis pas comme ça. Il y a l'emploi. Et l'emploi, j'en ai souci* ». Souci qui n'a toutefois pas étouffé les Willot lorsqu'ils ont licencié des ouvriers...

Et puis cette petite remarque désarmante : « *Un sou de plus ou de moins, c'est vraiment pas mon souci* ».

Un sou, sûrement pas. Mais un million de sous, ou un milliard ?



## Haschement astucieux

Un inspecteur de la brigade des stupéfiants vient d'être arrêté pour avoir dérobé 45 kilos de haschich qui venaient d'être saisis et déposés dans son propre service. C'est stupéfiant. Un indic lui avait indiqué où se trouvait la drogue. Ces gens-là donnent maintenant les planques des flics ; ça change.

Le policier voulait peut-être se shooter : il en avait marre du poulet aux hormones.

## Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE

pour une période de un an : 180 F

pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE

(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

pour une période de un an : 60 F

NOM : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : .....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles



# La force des travailleurs n'est pas dans les urnes

**M**EME si le second tour des élections cantonales montre comme au premier tour que le Parti Communiste et le Parti Socialiste redressent très légèrement leurs scores électoraux — le PS de façon un peu plus accentuée que le PC — ce ne sera pas cet arrêt du déclin qui redonnera la majorité à la gauche.

C'est qu'après avoir mené au gouvernement pendant quatre ans une politique de droite, le Parti Socialiste a bien du mal à provoquer un nouveau frémissement en sa faveur. Le Parti Communiste, quant à lui, a tout autant de mal à regagner la confiance de son électorat, lui qui a attendu trois ans pour quitter le radeau gouvernemental, et dit aujourd'hui qu'il savait plus ou moins d'avance que sa participation gouvernementale n'apporterait rien de positif aux travailleurs !

Du côté de la droite parlementaire, par contre, ça ne frémit pas, ça frétille. Tous ceux qui s'étaient succédé et concurrencés au pouvoir pendant des années, se bousculent aujourd'hui d'impatience à l'idée de reprendre le mors comme il y a quatre ans et se sentent rajeunis d'autant !

Ce que ces Cantonales viennent de confirmer, en outre, c'est que les renoncements successifs de la gauche ont laissé en héritage empoisonné à la classe ouvrière la montée électorale de l'extrême-droite.

Pourtant, les travailleurs pourraient être vraiment forts contre la droite et l'extrême-droite, même quand la gauche est minoritaire sur le plan électoral. C'est par d'autres voies que les élections que la classe ouvrière peut changer les choses. Dans le passé, la journée de 8 heures, les droits syndicaux, les congés payés, n'ont été obtenus que parce que les travailleurs les ont imposés de force. Les législateurs ne sont intervenus qu'après coup. Et les travailleurs n'ont jamais rien obtenu par les élections en elles-mêmes.

Et puis, il n'y a que les travailleurs qu'on dupe avec les élections, pas les bourgeois. C'est si vrai que la droite actuelle ne s'est jamais sentie aussi forte qu'après avoir perdu les élections : on a vu alors avec quelle arrogance elle a su user des moyens extra-parlementaires pour imposer ses vues à la gauche en place !

Le voilà, le piège électoral : légalement, loyalement, la gauche va repasser le pouvoir à la droite, après s'être aperçue qu'elle ne l'avait pas ce pouvoir, même en étant majoritaire dans les urnes, même en étant portée au gouvernement, elle dont toutes les décisions sont contestées un jour par le Sénat, un autre par le Conseil d'Etat, quand ce n'est pas par les chefs de la police, ou les manifestations de rue de la petite bourgeoisie de droite.

Pourtant, la gauche, elle aussi, autant que la droite sinon plus, pourrait utiliser des moyens extra-parlementaires. Le Parti Communiste, dans le passé, a fait bien plus bouger le pays avec 10 % des voix qu'avec 25 % !

Le piège électoral dans lequel les partis de gauche entraînent les travailleurs, c'est d'affirmer qu'il faut se taire quand les urnes ont parlé. C'est dire qu'il faut être réaliste quand la gauche est au pouvoir et se résigner quand la droite l'y remplace, jusqu'à ce qu'elle n'y soit plus.

Une chose est de dire « Votez Mitterrand et nous ferons le reste ». Une autre est de faire reculer le patronat et les possédants. Et c'est possible même en période de crise et de chômage. Car ces gens-là continuent de faire des profits, ils ont beaucoup à perdre, donc beaucoup à craindre. Les travailleurs peuvent se faire craindre d'eux par une lutte d'ensemble, une lutte politique, générale, pas électorale.

Oui, la gauche a virtuellement perdu les élections. Mais le pouvoir est ailleurs que dans les urnes, ailleurs qu'au Parlement. La force des travailleurs aussi.

Arlette LAGUILLER

## Cantonales

### Les résultats du premier tour

**P**OUR évaluer les résultats du premier tour de ces élections cantonales, à quel scrutin antérieur les comparer valablement ? Les Cantonales de 1979 sont bien lointaines et surtout elles se situaient dans un autre contexte politique. Les dernières élections, celles des Européennes en juin 1984, étaient d'une nature très différente. Sans enjeu réel, elles ont d'ailleurs connu un taux d'abstention record (43,20 %). Mais leurs résultats ont revêtu une signification politique.

Ces élections cantonales ont, elles aussi, pris un caractère politique accusé. Les partis de droite en particulier ont mené l'offensive pour se renforcer à travers elles et en faire un tremplin en vue des Législatives de l'année prochaine. A quoi la gauche gouvernementale a, elle, répondu en appelant à resserrer les rangs autour d'elle. Et le taux des abstentions, 33,43 %, a été relativement bas.

Par rapport aux élections européennes, les grands partis ont tous trouvé matière à afficher une certaine satisfaction, dans la mesure où ils ont effectivement amélioré leur score. Pas seulement en valeur absolue, ce qui est normal puisqu'il y a eu beaucoup moins d'abstentions, mais également en pourcentage des suffrages exprimés. Cela peut paraître aberrant, mais s'explique par la nature des élections cantonales. Alors qu'aux Européennes,

14 listes différentes se disputaient l'électorat à l'échelle nationale, aux Cantonales seules les plus grandes formations politiques peuvent envisager de présenter des candidats dans tous les cantons à pourvoir. Elles peuvent faire de la sorte le plein de leurs suffrages potentiels à l'échelle, au moins, de la moitié du pays, alors qu'aux Européennes, 9 listes considérées comme « petites » avaient totalisé près de 11 % des suffrages. C'est ainsi que les partis de la droite classique peuvent se flatter d'avoir grimpé de 43,02 % à 49,07 %, tandis que les partis de la gauche officielle peuvent considérer qu'ils ont remonté de 35,27 % à 40,75 %.

Avec ce résultat, ces partis restent bien loin derrière leur niveau des Cantonales de 1979 ou des Législatives de 1981 (54,4 %). Mais comme depuis lors, ils n'ont pas cessé de reculer d'élection en élection, le simple fait qu'ils n'ont pas reculé encore ce 10 mars mérite évidemment en lui-même d'être souligné. La chute est-elle durablement enrayée, assiste-t-on au début d'une remontée, c'est à quoi les Législatives de 1986 se chargeront d'apporter une réponse.

Le « léger mieux » du PCF est en effet difficile à interpréter et il est peut-être prématuré de le mettre au compte de la sortie du PCF du gouvernement et de sa politique actuelle. Le Parti Socialiste est remonté pour sa part de 20,76 % aux Européennes

à 24,58 %, ce qui est relativement substantiel, et, pour une bonne part sans doute, le fruit de sa campagne de mobilisation basée sur la nécessité de barrer la route au danger de l'extrême-droite.

Dans les entreprises et parmi l'électorat de gauche, la menace de voir la droite et l'extrême-droite continuer à se renforcer, après les 11 % du Front National aux Européennes, a sûrement fait emprunter à nouveau le chemin des bureaux de vote à un certain nombre d'abstentionnistes des derniers scrutins.

C'est un thème que le Parti Socialiste n'a pas fini d'exploiter. On n'en voit d'ailleurs pas d'autre autour de quoi il pourrait remobiliser son électorat d'ici 1986. Si « frémissement » il y a eu dans ces Cantonales, on peut penser qu'un certain nombre d'électeurs ont davantage frémé d'hostilité envers l'extrême-droite que d'émotion devant Fabius et sa politique.

Malheureusement, pour les travailleurs comme pour les électeurs de gauche qui peuvent être sensibles à l'argumentation de Lionel Jospin et de ses collègues, ce n'est là qu'une duperie de plus.

Car le véritable danger de l'extrême-droite ne serait pas qu'elle entre au Parlement.

Le Front National a effectivement confirmé son résultat des Européennes, là où il avait des candidats le 10 mars, il l'a par là-même consolidé en montrant

qu'il ne s'agissait pas d'une poussée sans lendemain. Politicien magouilleur lui aussi, comme ses collègues Chirac, Giscard ou Barre, Le Pen n'a d'ailleurs pas raté l'occasion d'en profiter pour leur marchander son appui pour le second tour. Il sait très bien où le bât le blesse : au niveau des places de conseillers généraux, des places de députés, voire de ministres plus tard, qui sait, terrain sur lequel ils sont tous en concurrence déjà entre eux.

Mais pour les travailleurs, le

véritable danger que pourrait faire peser l'extrême-droite ne se situe pas sur ce terrain-là. L'extrême-droite peut en effet constituer un danger et un danger autrement réel, si elle se renforce dans la rue, dans les quartiers, dans les entreprises.

Et dans une telle situation, il faudra que les travailleurs soient préparés à une tout autre riposte que celle qui consiste à agiter des petits bouts de papier électoraux pour lui « barrer la voie » du Parlement.

Christiane LE GUERN

### La Pénédiction

Le Pen a demandé à rencontrer le cardinal Lustiger, archevêque de Paris, sans doute pour l'entretenir de son mécontentement à l'égard des prises de positions anti-racistes et anti-le péniste de quelques évêques. Il vaut mieux s'adresser au bon dieu qu'à ses saints et à l'archevêque qu'aux évêques. Bien sûr, Lustiger est un Juif devenu catholique dans son enfance. Mais Le Pen n'a pas le choix, s'il veut voir l'archevêque, ce sera ça ou rien.

Lustiger a accepté la ren-

contre. Il pourra tout à loisir dissenter avec l'ancien lieutenant para, des différences et des ressemblances entre Le Pen et les hitlériens qui ont massacré 6 millions de Juifs. Si Lustiger est prêt à pardonner les offenses et à tendre la joue gauche chaque fois que l'extrême-droite frappe sur sa joue droite, cela devrait bien se passer.

Le Pen pourra ainsi redorer son auréole de défenseur de la foi chrétienne et de croisé antimarxiste. Qu'est-ce qui ressemble plus à un ange qu'un para ?



# Les subventions aux entreprises nationalisées finiront dans les poches des capitalistes privés

□ Le gouvernement vient de rendre publique la prévision des concours financiers de l'Etat aux entreprises nationales et nationalisées pour 1985, c'est-à-dire des sommes versées sans contreparties. En tout, plus de 51 milliards de francs, dont près de 16 pour les entreprises nationalisées (Renault, sidérurgie, Thomson, etc.). Et cela sans compter les prêts des banques nationalisées ou des différents fonds spécialisés.

51 milliards de francs, après 49 milliards versés en 1984, 43 en 1983 et 32 en 1982, cela fait de jolies sommes (environ 5 % du budget de l'Etat).

Deux raisons sont invoquées pour expliquer ces aides : les « pertes » des entreprises en question et les investissements nécessaires pour les moderniser. Les « pertes » et les « investissements » ne sont que les noms dont les économistes baptisent les circuits économiques plus obscurs qui vont permettre à ces fonds de parvenir d'une manière ou d'une autre à leurs véritables destinataires. Car, derrière les rubriques sous lesquelles ces sommes vont être comptabilisées, que devient l'argent en question ?

Même quand il s'agit de compenser des « pertes », pour équilibrer des comptes en déficit, cela ne signifie nullement, évidemment, que l'argent s'est envolé.

Il ne s'est pas non plus transformé en salaires, car s'il est une chose que tous les économistes s'accordent à reconnaître aujourd'hui, et que les travailleurs constatent quotidiennement, c'est que la part des salaires diminue. Elle diminue pour chaque salarié, qui voit son pouvoir d'achat baisser, et elle diminue globalement, à cause des licenciements qui continuent, sous prétexte de « moderniser » et de « restructurer ». Et cela est vrai pour les entreprises nationalisées comme pour les autres.

Des dizaines de milliers d'emplois sont supprimés dans tous les secteurs, à la SNCF comme dans l'électronique ou la sidérurgie, et « l'affaire » Renault n'est montée en épingle aujourd'hui que pour justifier la campagne contre les « sureffectifs » et préparer des vagues de licenciements.

Alors, si tout cet argent injecté par l'Etat dans l'économie n'est pas distribué sous forme de salaires, c'est qu'il est transformé en profits, en revenus de toute sorte pour les possesseurs de capitaux. Et que l'injection passe par des circuits dits « publics » ou « nationalisés » ne change rien à l'affaire. Or de fait, depuis 1982, les profits des patrons sont en hausse. Et s'ils augmentent, malgré la crise qui se traduit par un rétrécissement du marché, ce n'est pas seulement à cause de la diminution de la part des salaires, c'est aussi à cause de l'argent de l'Etat, qui leur parvient directement ou indirectement.

De ce point de vue d'ailleurs, les nationalisations opérées par le gouvernement de gauche sont tout un symbole puisque, en échange d'entreprises bancaires, depuis longtemps amorties, l'Etat va verser directement aux anciens actionnaires 40 milliards de francs sur 15 ans (sans compter les intérêts) d'indemnités qui s'ajoutent bon an mal an aux subventions à perte que l'Etat accorde aux entreprises nationalisées.

Quant aux aides, concours financiers et autres dotations en capital dont il est question aujourd'hui, et qui sont versés chaque année, ils sont bel et bien dépensés, oui : ils servent à effectuer des achats, à payer des fournisseurs de toute sorte, lesquels sont à un moment ou à un autre de simples patrons privés, petits ou gros, dont le seul but est de faire fructifier leur capital. Et à ce niveau-là, les lois du marché, le « secret commercial », permettent facilement de diluer

les circuits financiers dans les mécanismes compliqués de l'économie capitaliste, qui ne peut plus se passer de la béquille financière de l'Etat.

Ils servent à rembourser des emprunts — et des intérêts — contractés par ces entreprises auprès de banques françaises ou étrangères (Renault, par exemple, doit près de 60 milliards de francs, et EDF est notoirement l'entreprise française la plus endettée).

Mais, contrairement à ce que le gouvernement prétend, tous ces milliards injectés à longueur d'année dans l'économie ne lui donnent pas automatiquement les moyens de la contrôler car, une fois versées, les sommes en question sont soumises aux lois du marché et du profit. Pour contrôler l'économie il faudrait, en plus des moyens financiers, une volonté politique dont il n'a jamais été question.

Alors, les partis politiques de droite se servent du déficit des entreprises nationales et nationalisées et des subventions massives qui leur sont accordées, comme argument pour tenter de démontrer la mauvaise gestion du gouverne-



A Thomson, les subventions n'empêchent pas les licenciements.

ment. Mais les économistes de droite, eux, savent bien que d'une manière ou d'une autre ils prendraient les mêmes décisions, s'ils parvenaient au pouvoir. Et ils se gardent bien de réclamer des dénationalisations.

Car l'existence d'un secteur public qu'il faut régulièrement aider est un moyen bien commode pour justifier auprès de l'opinion publique toutes ces sommes dépensées pour aider le capital privé.

Claude CHARVET

## UNEDIC : le chômage augmente, les caisses se vident

André Bergeron, secrétaire général de Force Ouvrière, a déclaré : « Nous dépassons largement les trois millions de chômeurs ». Les statistiques officielles, elles, avouaient, fin 1984, 2 400 800 chômeurs, soit 13,3 % de plus en une année. Par ailleurs, l'ancienneté moyenne des chômeurs a augmenté de 20 jours en un an, pour atteindre une moyenne de 308 jours. Bergeron a expliqué la différence entre ses chiffres et ceux du gouvernement par le fait que l'ANPE ne comptabilise pas tout : « Par exemple, elle ne comptabilise les jeunes qui arrivent sur le marché du travail qu'à leur deuxième inscription, six mois après la première ». Et en effet, de stages de formation en contrats emploi-formation, en passant par les TUC et autres gadgets, l'objectif du gouvernement est surtout de dissimuler le nombre des chômeurs.

Alors, bien sûr, les caisses se vident. Antoine Faesch, secrétaire confédéral de FO, a annoncé dernièrement que, face au trou prévisible de l'UNEDIC (Union nationale interprofessionnelle pour l'emploi dans l'industrie et le commerce, organisme paritaire géré par les patrons et les syndicats), il « faudra augmenter la cotisation UNEDIC d'au moins un demi-point au 1<sup>er</sup> janvier au plus tard ». Comme il ne veut pas encore réduire les indemnités, dit-il, il ne voit donc que cette solution. Evidemment. La comptabilité des caisses de chômage n'est équilibrée que... lorsqu'il n'y a pas vraiment de chômage ! Lorsqu'il augmente, que ce



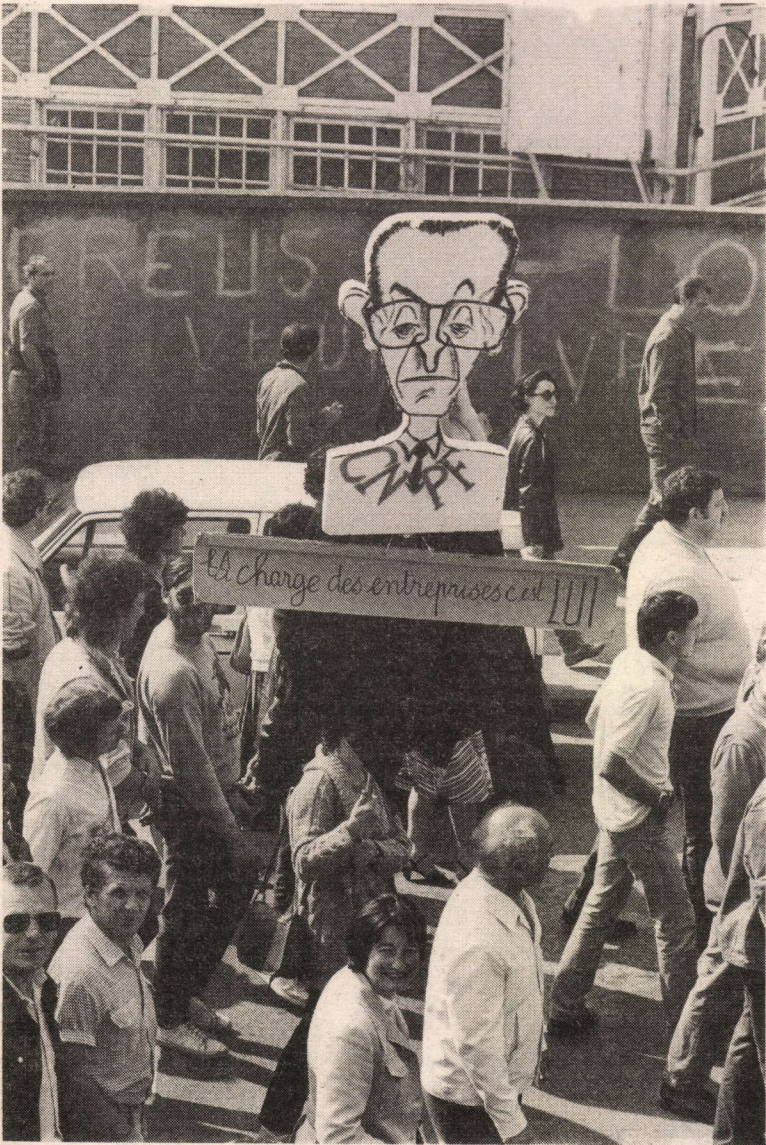
soit par un bout ou un autre, ce sont finalement toujours les travailleurs qui paient pour le chômage engendré par les patrons : une fois comme salariés, par l'augmentation des cotisations chômage, une autre fois comme chômeurs, par la diminution régulière des indemnités.

On est loin aujourd'hui des 90 % versés aux licenciés économiques. A l'époque, en 1974, pour éviter tout risque de conflit, le patronat avait accepté de subventionner un peu les chômeurs, tant qu'il n'y en avait pas trop, et le temps que le chômage soit rentré en quelque sorte dans les habitudes. Puis en 1979,

premier recul : les indemnités étaient dégressives au cours des mois. En 1982, nouvelle aggravation. Et finalement, en 1984, les chômeurs pour raisons économiques ont rejoint le régime général : 42 % du salaire antérieur et 40 F par jour, ou 60 % du salaire antérieur, si cela est plus à l'avantage du salarié.

Que ce soit d'un côté ou de l'autre, ce sont les travailleurs qui paient deux fois, trois fois plutôt qu'une, la note du chômage, alors que les entreprises, nationalisées ou pas, reçoivent massivement des subventions du gouvernement... pour continuer à licencier.

Laurence VINON



Manifestation des travailleurs de Creusot-Loire.



# CANTONALES

## Les résultats de l'extrême-gauche

Dans des élections comme les élections cantonales — quand bien même il ne s'agit de renouveler à chaque fois que la moitié des conseillers généraux — seuls les « grands » partis en place peuvent évidemment être présents partout. Il n'en est pas question pour les partis plus petits, et à plus forte raison pour des organisations comme Lutte Ouvrière ou les autres formations d'extrême-gauche.

Le 10 mars, Lutte Ouvrière présentait des candidats dans 17 cantons.

La moyenne des résultats qu'ils ont obtenus est de 1,88 % des suffrages exprimés. Mais il est évident que, sur un nombre de cantons aussi restreint, cette moyenne n'a pas grande signification. Ces résultats varient de 1,05 % à 3,43 % (La Courneuve) et 3,47 % (Saint-Nazaire Est). Ils sont en général en petite progression du point de vue du nombre des suffrages par rapport à ceux des élections européennes.

La Ligue Communiste Révolutionnaire présentait des candidatures dans 14 cantons et elle soutenait des candidatures dans 7 autres. Nous publions ci-dessous également les résultats qu'elles ont recueillis, tels que les camarades de la LCR nous les ont communiqués.

Dans leur modestie, les résultats de LO et de la LCR sont évidemment analogues.

De son côté, le PCI avait annoncé qu'il présentait ou soutenait des candidatures « pour un Parti des Travailleurs » dans 200 cantons. Un supplément à *Informations Ouvrières* n° 1200, publié immédiatement après les résultats, indique que, sur les 100 premiers résultats parvenus, la moyenne des suffrages était de 2,59 %. Selon *Informations Ouvrières*, « le total des voix obtenues dans les 200 cantons dépasse 2 % ». Ce qui est un résultat nettement supérieur à celui que le PCI avait fait lors des élections européennes

(0,9 %) et qui est plus semblable à celui des municipales de mars 1983 (2,16 % sur 94 listes). Dans un certain nombre de cantons, les candidatures « pour un Parti des Travailleurs » ont d'ailleurs obtenu des scores substantiels : « En Lorraine, par exemple, les résultats sont importants. A Epinal, où la crise du textile ravage, notre candidat obtient 600 voix, soit 5,3 %. Dans le canton de Behren-lès-Forbach, Jean-Claude Morisse, adjoint au maire soutenu par la section « pour un Parti des Travailleurs », obtient 1 065 voix, soit 10,6 %... ». *Informations Ouvrières* cite ainsi une dizaine de cantons.

Au total, le courant d'extrême-gauche se maintient donc parmi les électeurs, dans un contexte guère favorable, même si évidemment on ne peut pas parler de « poussée » en direction des révolutionnaires à propos de ces résultats électoraux.

C.L.G.

**En 81,  
certains disaient  
qu'Arlette  
attaquait trop la gauche  
mais aujourd'hui  
c'est la gauche  
qui attaque  
les travailleurs  
Votons Lutte Ouvrière**

## Déficit de l'UNEDIC : Qui payera ?

Qui paiera pour le déficit des caisses de chômage, estimé à 3,5 milliards à la fin de l'année ? Normalement, sur les 6 % prélevés pour l'UNEDIC, la part patronale est de 4,08 % et celle des salariés de 1,92 %. Si la solution de l'augmentation des cotisations est retenue, les employeurs et les salariés devraient voir leur coti-

sation augmenter. Mais ce n'est même pas sûr, car les employeurs ont déjà déclaré qu'ils refuseraient toute augmentation de leurs charges sociales, qu'ils estiment, les pauvres, écrasantes ! Et ce n'est pas une menace en l'air : la dernière augmentation de 0,20 % le 1<sup>er</sup> avril 1984 n'avait été imputée que sur la part sala-

riale ! Le CNPF refuse toujours, et plus que jamais, toute charge nouvelle. Alors, qui paiera ? Pas les patrons, à moins de les y contraindre. Les travailleurs, en guise de 1<sup>er</sup> avril 1985, vont-ils avoir la surprise de voir leur salaire amputé pour payer le chômage ?



Assemblée de chômeurs dans une ANPE à Paris. (AFP)

## De quoi vivent les chômeurs ?

Il y a à l'heure actuelle 86,3 % des chômeurs indemnisés qui touchent moins de 4.000 F par mois, 30 % touchant entre 0 et 1.500 F. Et la moyenne donne un montant moyen

d'indemnisation égal à 2.853 F. De quoi démentir, s'il le fallait, tous ceux qui prétendent que les chômeurs vivent « grassement » aux crochets de la collectivité.

Rappelons aussi qu'il y a 40,76 % des chômeurs, soit 1 120 000, qui ne touchent plus aucune indemnité. Et ce sont les chiffres officiels, qui sont souvent en dessous de la réalité.

### Les résultats des candidatures présentées par Lutte Ouvrière

DEPARTEMENTS	CANTONS	Suffrages recueillis	% des suffrages exprimés
Bouches-du-Rhône	La Ciotat	252	1,09
Cher	Vierzon I	210	2,82
Côte-d'Or	Dijon IV	74	1,05
Haute-Garonne	Toulouse XII	235	1,53
Gironde	Pessac	211	2,16
Loire	St-Chamond-Sud	145	1,83
Loire-Atlantique	St-Nazaire-Est	285	3,47
Nord	Lille Sud-Est	270	1,47
Puy-de-Dôme	Clermont-Fd Sud-Est	83	1,51
Rhône	Lyon XII	145	1,12
Seine-Maritime	Rouen V	167	3,14
Territoire-de-Belfort	Belfort Ouest	74	2,93
<b>Région parisienne</b>			
Hauts-de-Seine	Gennevilliers Nord	100	1,56
Seine-Saint-Denis	Aubervilliers Est	165	1,68
	La Courneuve	287	3,43
	Saint-Ouen	196	2,93
Val-d'Oise	Argenteuil Nord	156	2,12
<b>TOTAUX</b>	<b>17</b>	<b>3 055</b>	<b>1,88 % des suffrages exprimés</b>

### Les résultats des candidatures présentées par la Ligue Communiste Révolutionnaire

Saint-Denis Nord-Ouest : 0,76 %.	Brest II : 0,88 %.
Lagor-Lacq : 1 %.	Rennes Sud-Est : 1 %.
Cenon-Bordeaux : 1,56 %.	Hellemmes-Lille : 1,35 %.
Sarlat : 2,53 %.	Troyes VII : 0,75 %.
Fumel : 1,68 %.	Herseange-Longwy : 1,58 %.
Nantes XI : 0,85 %.	Dreux Sud : 1,29 %.
Quimper III : 0,59 %.	Le Havre IV : 1,1 %.

### Candidatures soutenues par la LCR dans un cadre de regroupements plus large

Alençon III : 2,11 %.	Sauges (Haute-Loire) : 15,4 %.
Bar-le-Duc : 2,7 %.	Gérardmer : 5,9 %.
Marseille XIV : 0,98 %.	Hérouville (Calvados) : 5,6 %.



dans  
les entreprises

## Quatre jours de grève à Motorola (Toulouse)

*Il y avait longtemps que les travailleurs de Motorola n'avaient pas vu ça. Il y avait bien eu ces dernières années des débrayages pour les 39 heures ou la cinquième semaine de congés payés, mais la dernière grande grève remonte à 1973. Eh bien, là, durant quatre jours, des travailleurs de Motorola ont rappelé à la direction quelques mauvais souvenirs.*

### L'usine

Il y a 2 000 salariés à Motorola : 1 100 ouvriers (dont 120 intérimaires et 80 sous contrat), 400 employés, techniciens et petite maîtrise, et 500 ingénieurs, techniciens supérieurs et maîtrise. Les ouvriers sont répartis en plusieurs équipes : une équipe de nuit de 150 ouvriers, deux équipes de 2 x 8 de 350 ouvriers chacune et une équipe en normale comprenant plus de 200 ouvriers. L'usine produit des semi-conducteurs (dio-

des, transistors, puces). Les affaires vont bien. En 1984, le chiffre d'affaires a augmenté de 38 % et il paraît même que le patron n'arrive pas à faire face aux commandes. Les salaires, eux, ne suivent pas une telle pente. Le salaire moyen d'une ouvrière ne dépasse pas 4 500 F par mois. Avec 13 ans d'ancienneté, une ouvrière touche 4 800 F, primes comprises. Quant à la concertation tant vantée par la direction, on la trouve dans les discours directo-

riaux ou dans les colonnes du journal local *La dépêche du Midi*, mais pas à l'usine. D'ailleurs, il est très mal vu de se syndiquer à la CGT ou à la CFDT car, aux dires de certains chefs, il vaut mieux ne pas s'acoquiner avec ces « gens-là ». Avec Force Ouvrière, porte-parole du patron, c'est différent ; c'est même la bonne carte pour être bien vu et avoir des augmentations individuelles.

### La tension monte

Lors des dernières négociations salariales, le P-DG avait lâché à grand bruit 4 % d'augmentation pour 1985 et 1,7 % au mérite (à l'appréciation des chefs). Dès lors, le mécontentement est allé croissant, notamment dans l'équipe de nuit. Et le fait que la direction ait donné satisfaction après un jour de grève aux dix ouvriers en 3 x 8 de la chaufferie, qui réclamaient les 35 heures sans perte de salaire, a fait réfléchir plus d'un. La nuit, les discussions étaient nombreuses et animées. Trente travailleurs se réunirent à l'extérieur de l'usine. Ils étaient pour la grève. Mais pour eux, il n'était pas question que la nuit démarre sans savoir ce qu'en pensent les ouvrières en équipe. Ils décidèrent donc de faire un tract et d'appeler les équipes de journée à une assemblée générale.

Le mercredi 6 mars, à

l'appel des trente, l'équipe de nuit débraya à 4 h. 30. Il y a 75 grévistes qui tous décident de distribuer le tract d'appel aux deux équipes en journée. L'assemblée générale est prévue pour jeudi 7 mars à 13 et 14 heures. Les revendications sont votées : 1 000 F d'augmentation et la prime de nuit à 50 % (elle est actuellement à 30 %). Un Comité de grève de 41 personnes est élu pour diriger le mouvement. Mercredi 6 mars à 6 h. et à 14 heures, les travailleurs de nuit distribuent donc leur tract et discutent avec les ouvrières. L'accueil est bon dans l'ensemble. Le jeudi matin on remet ça. 64 travailleurs diffusent un tract du Comité de grève de nuit appelant l'assemblée générale à 13 heures et à 14 heures. Les syndicats ont pris position : la CGT et la CFDT appellent au débrayage à 13 heures. Quant à FO, elle affiche sur son panneau que : « la grève, c'est autre chose

qu'un chahut d'étudiants »...

A 13 heures, il y a 50 ouvrières de nuit et 100 ouvrières de l'équipe du matin réunies. La CGT, ne tenant visiblement pas à ce que les ouvrières discutent et organisent leur mouvement, entraîne le rassemblement dans les couloirs de la direction. A 14 heures, arrive l'équipe d'après-midi. Il y a à nouveau 100 personnes et toujours les 50 de nuit. Mais les ouvrières du matin sont parties. Le Comité de grève expose les revendications de l'équipe de nuit. Les ouvrières d'après-midi sont pour faire grève jusqu'au soir. Les militants de la CGT s'y opposent bruyamment. Ils sont pour reprendre le travail et attendre la semaine prochaine une réponse de la direction sur la réouverture des négociations salariales. Les grévistes protestent bruyamment et sifflent le départ de la CGT.

### La grève

Les 110 travailleurs qui restent votent la grève et prévoient une nouvelle assemblée générale le lendemain à 14 heures. Le Comité de grève est élargi, trente ouvrières de l'équipe d'après-midi y sont élues. Les revendications sont adoptées : 500 F pour tous, 12 % de prime d'équipe (elle est actuellement de 6 %), plus 50 % de prime de nuit. Le soir 80 ouvrières de nuit se mettent en grève comme prévu.

Le lendemain vendredi 8 mars à 6 heures, des grévistes de la nuit aidées de 15 ouvrières d'après-midi entraînent dans la grève 40 ouvrières de l'équipe du matin ainsi qu'une quinzaine de techniciens travaillant à la maintenance. 19 ouvrières sont élues au Comité de grève. La grève durera jusqu'au mardi soir. Elle restera minoritaire puisqu'il n'y aura que 200

travailleuses en grève, c'est-à-dire 1/5ème de l'effectif ouvrier. Mais la production sera fortement perturbée car, dans les secteurs les plus touchés, rien ne sort.

Dans les services qui travaillent, des ouvriers et des ouvrières regardent avec sympathie le mouvement. C'est que les grévistes vont militer pour leur grève. A chaque changement d'équipe, le bouchon des grévistes discute avec celles qui veulent rentrer, explique pourquoi il faut se battre. Les postes sont visités constamment. A la cantine, le Comité de grève organise les grévistes pour qu'à chaque table il y ait quelqu'un pour défendre la grève. D'autres restent à l'extérieur avec des tracts, des affiches sur la poitrine. Mais si le mouvement est vu avec sympathie, ceux qui travaillent ne croient pas qu'il aboutira.

### L'attitude de la direction

Toutes les délégations du Comité de grève se sont heurtées à un mur auprès de la direction. A tous les changements d'équipe, une dizaine de contremaîtres étaient présents. A partir de lundi, un huissier muni d'un magnétophone et accompagné d'un cadre du service du personnel suivit tous les mouvements des grévistes

dans l'usine et leurs assemblées. Dès qu'un gréviste faisait mine de pénétrer dans un atelier, un contremaître surgissait pour l'en empêcher. La dernière entrevue aboutit à l'engagement du P-DG de revoir les salaires si l'inflation dépassait le chiffre prévu... en septembre. Cela scandalisa tout le monde.

### L'attitude des syndicats

FO était contre le mouvement, ouvertement et sans retenue, ce qui n'a étonné personne. La CFDT a soutenu la grève. La CGT, après les premiers débrayages, a affirmé « qu'elle était solidaire des travailleurs en lutte, mais pas du Comité de grève, qui risquerait d'entraîner les travailleurs dans une aventure dangereuse ».

Dans les faits, elle a été contre le mouvement, n'a jamais appelé le reste de l'usine à rejoindre les grévistes et a même milité contre la grève. A plusieurs reprises, des dizaines de grévistes s'en sont pris aux militants de la CGT qui défendaient bien mal le fait de ne pas être avec ceux qui luttaient pour leurs salaires.

Les grévistes étaient conscients qu'ils ne pourraient continuer longtemps sans que la grève ne s'étende. Durant trois jours, ils ont essayé de convaincre, d'entraîner leurs camarades de travail, mais ils n'y sont pas parvenus. Devant leur insuccès, ils ont décidé de reprendre le travail mercredi 13 mars, pas démoralisés, mais au contraire fiers de ce qu'ils

avaient tenté. Dans leurs tracts de reprise, ils ont écrit : « Il fallait oser, nous avons osé, et c'est pourquoi nous avons le sentiment de ne pas avoir perdu ». Si les grévistes ont repris le travail, c'est donc conscients d'avoir fait le maximum et riches d'une expérience dont ils se souviendront. Et puis... la partie n'est peut-être que remise.

Correspondant L.O.



## Pour défendre leurs privilèges, eux au moins savent se faire entendre

**L**ES internes des hôpitaux parisiens ont fait grève jeudi 14 et vendredi 15 mars, une grève qui n'est pas allée sans perturber le fonctionnement de l'ensemble des hôpitaux publics, puisque les internes assurent une part importante de l'activité hospitalière, à savoir les prescriptions, les gardes, les urgences, etc.

Cette grève qui se voulait une grève d'avertissement sera suivie dès le 20 mars — si aucune négociation n'aboutit d'ici-là — d'une grève nationale.

**A**voir les revendications des internes des hôpitaux, leur colère peut sembler légitime. Car, depuis la réforme des études médicales de 1982,

réforme entrée en application en octobre dernier, leur situation a changé et, du point de vue de leurs salaires, elle s'est dégradée.

Avant cette réforme, n'étaient internes que les étudiants qui avaient réussi le concours de l'internat, concours très sélectif, mais qui assurait l'accès aux spécialités et à de futures carrières hospitalières. C'était parmi les internes que se recrutait les futurs « mandarins ». Ces internes étaient payés 6.000 F à 7.000 F par mois.

Aujourd'hui, il y a deux types d'internes. Ceux qui, comme avant, ont réussi le concours de l'internat (ce sont les internes de spécialités, les futurs spécialistes, les futurs patrons) et ceux qui n'ont pas réussi ou pas passé ce concours (ce sont les internes de médecine générale, les futurs médecins généralistes). Tous ces internes ont les postes de responsabilité médicale, ce qui n'est pas nouveau pour les internes de spécialités, mais qui assure aux internes de médecine générale une formation pratique qu'ils n'avaient pas dans l'ancien système. Mais aujourd'hui tous ces internes sont payés 4.800 F par mois, ce qui fait une perte de près de 40 % sur leur salaire.

Les internes futurs spécialistes refusent cette diminution de leurs salaires et ils réclament d'être payés comme leurs prédécesseurs 7.000 F par mois.

Ce à quoi le gouvernement répond que payer tous les internes 7.000 F par mois représenterait une dépense de 150 millions de francs par an. « Il y a d'autres priorités, d'autres choix à faire », dit le ministère de la Santé.

D'autres choix, sans aucun doute le gouvernement en a faits, le choix de l'austérité et il lui est difficile d'accepter d'augmenter de plus de 40 % le salaire des internes, alors que dans les hôpitaux et dans tout le pays, les salaires sont quasiment bloqués.

**M**AIS, si on peut comprendre que les internes se mobilisent pour leurs salaires, il faut bien dire que les

arrière-pensées ne sont pas absentes de leur mouvement.

Car les mêmes qui revendiquent pour leurs salaires revendiquent aussi le maintien du nombre de postes de chefs de clinique (un chef de clinique est le poste auquel peuvent accéder les internes au bout de leurs quatre années d'internat), revendication qui ne concerne en rien les internes de médecine générale, puisque, eux, de toute façon n'auront pas accès à la carrière hospitalière.

Sur ce point les internes de spécialités ont obtenu le soutien des chefs de clinique et ils ont d'ores et déjà fait reculer le gouvernement qui a accordé jusqu'en 1991 le maintien du taux d'accès aux postes de chefs de clinique.

Et finalement, au-delà de leurs revendications sur les salaires, ce sont bien aussi des revendications corporatistes, de carrière, que ces médecins défendent. Ils considèrent qu'ils font partie d'une élite et que leurs privilèges et leurs postes de futurs chefs de clinique et de patrons ne doivent pas être remis en cause. Ils sont prompts à réagir à tout ce qui peut paraître une atteinte à ces privilèges. Et ce sont les mêmes qui se mobilisent aujourd'hui sur leurs salaires qui finalement acceptent très bien l'austérité quand elle s'applique à d'autres, quand le gouvernement l'applique à la Santé (manque crucial d'infirmières, salaires bloqués, manque de matériel, etc.).

Cette grève des internes qui ne voulait être qu'une grève symbole suffira peut-être à faire reculer le gouvernement sur les salaires comme il a déjà reculé, si vite, sur le nombre de postes de chefs de clinique, car ce gouvernement est plus enclin à céder aux revendications corporatistes de la petite bourgeoisie qu'aux revendications ouvrières.

Alors si à quelques milliers, ces médecins, qui défendent une atteinte à leurs revenus mais aussi leur future carrière peuvent gagner et imposer leurs vues au gouvernement, la force de millions de travailleurs pourrait à coup sûr contraindre le gouvernement à revenir sur sa politique anti-ouvrière.

Alain SANCERRES

## Dans les entreprises il n'en va pas toujours de même qu'aux élections générales

Plusieurs bilans statistiques ont été publiés récemment au sujet des élections professionnelles qui se déroulent à des dates variables dans les entreprises, élections de délégués du personnel ou de délégués des Comités d'entreprise. Il y a tout d'abord des chiffres que donnent les confédérations syndicales elles-mêmes. Si chaque résultat local n'est sans doute pas contestable, les bilans globaux, dans la mesure où ils ne portent que sur un choix d'entreprises sélectionnées par les confédérations, font apparaître de grandes disparités. Ainsi, selon la CGT (chiffres de *La Vie Ouvrière*), globalement, de 1983 à 1984, la CGT serait passée de 43,52 % à 43,57 % (très léger gain), la CFDT de 25,11 % à 23,78 % (perte de 1,33 %), et FO de 13,32 % à 14,86 % (plus 1,54 %). En revanche si l'on prête foi aux chiffres de la centrale de Bergeron (dans *FO-Hebdo*), FO serait... le premier syndicat avec 31,54 %, suivi par la CGT (27,94 %) et la CFDT (19,56 %). Ou bien les statisticiens ne parlent pas du même pays et de la même classe ouvrière, ou bien ils sont experts dans l'art de triturer les chiffres.

*Le Monde* (du 13 mars) a lui aussi tenté de dresser un bilan, en s'appuyant en partie sur les sources syndicales, et en partie sur certains exemples précis. Les résultats, entreprise par entreprise, ne vont pas tous dans le même sens, et il est difficile de dégager une tendance générale. Malgré tout, *Le Monde* remarque que si la CGT enregistre « encore de sérieux revers, elle opère ailleurs un relatif redressement en récupérant parfois les voix qu'elle avait perdues antérieurement. Quant à la CFDT, elle présente un bilan plutôt négatif », et FO « continue à enregistrer des progressions nombreuses et spectaculaires », mais « elle reperd ici et là du terrain ».

On peut donc remarquer que le recul électoral du PCF qui se poursuit depuis plusieurs

années au fil des élections politiques, ne se marque pas de la même façon dans la classe ouvrière avec la CGT. Conséquence de la politique plus offensive de la CGT depuis que les communistes ont quitté le gouvernement ? Ce n'est peut-être qu'un « frémissement », mais le fait est que la CGT semble en avoir fini de reculer régulièrement comme elle le faisait depuis quelques années.

La progression (irrégulière) de FO traduit, elle, probablement, au sein de la classe ouvrière, une certaine progression de « l'apolitisme ». Dans le contexte de démoralisation relative des travailleurs, la tendance des plus timorés, des plus « raisonnables », fait en quelque sorte pendant à ceux dont les sentiments combatifs s'accroissent au contraire et qui portent leurs voix sur la CGT considérée comme le syndicat le plus à gauche.

En revanche, le bilan « plutôt négatif » de la CFDT, le syndicat qui dans les circonstances actuelles apparaît comme le plus lié au gouvernement, est un désaveu, à la fois de la politique gouvernementale, et du « recentrage » instauré par Edmond Maire il y a quelques années. Sous prétexte de faire du syndicalisme « moderne », la CFDT a entraîné ses syndiqués et ses militants vers un relatif déclin. D'ailleurs, dans un rapport préparatoire au prochain congrès de son syndicat, Edmond Maire admet « qu'il existe actuellement un climat d'incertitude, d'interrogations, parfois de doutes parmi les militants CFDT ».

Bien sûr il ne faut pas tirer de conclusion hâtive de chiffres qui n'indiquent que des débuts de tendances pas forcément très significatives.

Mais ceux qui espéraient que le rapport des forces économiques en faveur du patronat pèserait le plus au détriment de la CGT doivent sans doute réviser leurs pronostics.

André VICTOR

### Bis-kini

*L'atoll de Bikini, une petite possession des USA dans le Pacifique, va peut-être redevenir habitable. C'est là que l'armée américaine avait expérimenté, il y a quelques dizaines d'années, des bombes nucléaires, après évacuation des populations.*

*En 1968, les îles avaient été soigneusement nettoyées et les anciens habitants avaient pu y revenir.*

*Mais on s'est rendu compte que la radioactivité du sous-sol remontait par les racines des plantes. Dix ans plus tard, donc, nouvelle évacuation. Les autorités US envisagent maintenant de racler le sol sur 30 cm d'épaisseur, ce qui coûtera 40 millions de dollars. Cela suffira-t-il ? Après monokini, puis bikini, faudra-t-il un jour terkini ?*

*Toujours est-il que cela promet en cas de guerre nucléaire générale. S'il faut racler toute la planète, on n'est pas sorti de l'auberge. Et puis où mettra-t-on toute la terre enlevée ? Enfin, restera-t-il seulement des nettoyeurs ?*



## NOUVELLE-CALÉDONIE

### Un jeune Kanak mis à l'ombre pour 4 « expulsés » du Front Calédonien toujours en liberté

Après la mort du gendarme Lecomte, tué le 8 mars d'un coup de machette, au cours d'affrontements près de Pouébo, la réaction des autorités françaises ne s'est pas fait attendre. En moins de quatre jours, elles ont obtenu la reddition d'un jeune Kanak de 20 ans, Gérald Cana, qui a semble-t-il agi sous l'effet de la peur provoquée par l'explosion de grenades offensives lancées par les gendarmes.

Pour arriver à leurs fins, les autorités n'y sont pas allées par quatre chemins. Elles ont lancé un ultimatum aux Kanaks de Pouébo : ou bien ils livraient le coupable, ou bien c'était le ratisage. Face à un rapport de forces qui leur était défavorable, et après de longues négociations, les Kanaks ont cédé, en échange de garanties concernant le sort de Gérald Cana. Celui-ci a été en effet aussitôt emmené à la prison de Nou-

méa, où se trouvent les autres détenus kanaks, pour y être inculpé de « coups et blessures ayant entraîné la mort », et non de meurtre, ce qui aurait été plus grave pour lui.

Visiblement, s'agissant de la mort d'un gendarme, Pisani n'a pas voulu courir le risque d'être taxé de faiblesse par les Caldoches. Et pour une fois il s'est montré prêt à employer les grands moyens.

Des grands moyens qu'il

s'est bien gardé de mettre en œuvre pour retrouver les assassins d'Aldo Tonhouari, un jeune Kanak de 18 ans retrouvé mort dans un ruisseau le 7 mars.

Des grands moyens qu'il n'est même pas prêt à utiliser pour faire arrêter les quatre dirigeants « expulsés » du Front Calédonien, qui le narguent depuis plusieurs semaines à coups de communiqués lancés depuis un refuge soi-disant « clandestin », mais que

tous les journalistes de Nouméa connaissent !

Il n'y a que face aux Kanaks que Pisani se montre encore capable de fermeté, au risque même de déclencher une escalade des affrontements, comme s'il pouvait encore en tirer la moindre reconnaissance de la part des anti-indépendantistes ! Mais face aux Caldoches, il ne sait qu'essuyer les injures et courber l'échine !

F.R.



### Après la Nouvelle-Calédonie, Tahiti ?

13 militants indépendantistes ont été interpellés à Tahiti le mercredi 6 mars. Et 9 d'entre eux ont été inculpés pour des motifs qui vont de « destruction volontaire de biens immobiliers » à « incendie volontaire », en passant par « association de malfaiteurs ».

Ces interpellations succèdent à la manifestation indépendantiste qui s'est déroulée à Papeete le samedi 2 mars, où des échauffourées avaient opposé les forces de l'ordre à une cinquantaine de manifestants du parti indépendantiste de Te Taata Tahiti-Tiama et après lesquelles plusieurs incendies avaient été allumés dans la ville. Un dirigeant de ce groupe, Charlie Ching, ainsi que deux autres personnes, ont été arrêtés samedi 2 mars.

A bien des égards, Tahiti ressemble à la Nouvelle-Calédonie. Protectorat dès 1842, puis rattaché à la France en 1880, Tahiti a subi du fait de la colonisa-

tion des avanies similaires. La « perle du Pacifique » chantée par les explorateurs est rapidement devenue une île rongée par la misère, les épidémies, l'alcoolisme. Et si aujourd'hui, dans l'économie de Tahiti, le tourisme et les retombées de l'implantation du Centre d'Expérimentation du Pacifique installé en 1962 à Mururoa ont pris le relais de l'exploitation de la nacre, de la vanille, du coprah et des phosphates épuisés, ce n'est toujours que 5 000 à 6 000 Blancs, essentiellement fonctionnaires ou militaires du CEP, qui tirent réellement avantage de la vie à Tahiti, sur les 150 000 habitants que compte la Polynésie française.

La Polynésie, constituée de 130 îles et atolls du Pacifique dispersés sur 4 millions de km<sup>2</sup>, a une population constituée pour 70 % de Polynésiens, 10 % d'Européens, 5 % d'Asiatiques et 15 % de métis.

Tahiti, l'île principale, dont le chef-lieu est Papeete, compte à elle seule 100 000 habitants.

Comme en Nouvelle-Calédonie, il semble qu'un certain nombre de dirigeants indépendantistes aient décidé d'engager un combat contre les autorités françaises, afin de contraindre le gouvernement français de les reconnaître comme interlocuteurs privilégiés dans la perspective de l'indépendance de l'île. Mais, de Polynésie ou de Mélanésie, les populations exploitées par l'impérialisme, français ou autre, des îles du Pacifique pourraient unir leur lutte pour d'autres perspectives que le combat étrié du nationalisme.

En tout cas, comme en Nouvelle-Calédonie, la réponse du gouvernement français est d'abord d'envoyer ses flics pour arrêter et réprimer ceux qui ont décidé de s'opposer à l'ordre colonial.

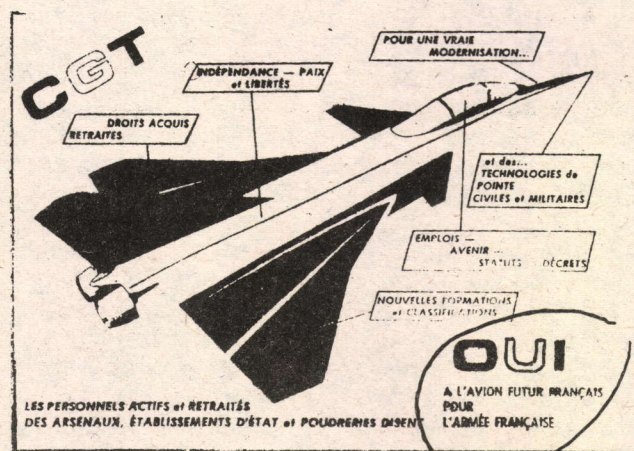
Nelly MEYER

## L'ECHO

Journal des syndiqués



FEVRIER 1985



A la CGT c'est l'escalade

Voici la première page d'un bulletin CGT du personnel des arsenaux : « Oui à l'avion futur français pour l'armée française ». Avion français qui, s'il voit le jour, servira à être vendu aux quatre coins du monde à

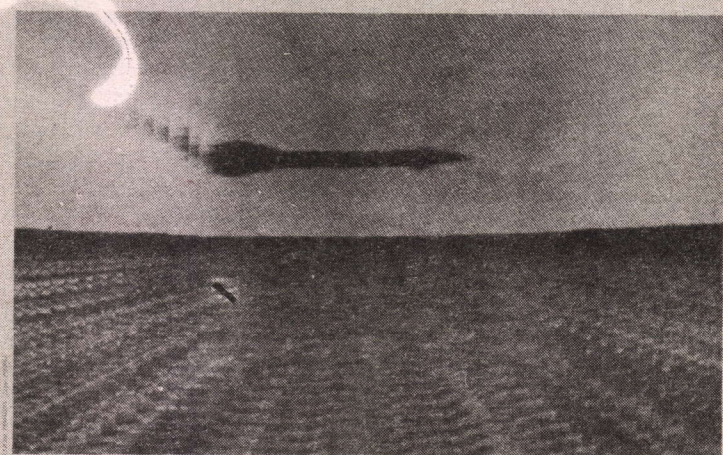
des pays sous-développés en guerre — comme l'Irak —, ou à massacrer des peuples révoltés, et peut-être même un jour servira contre les travailleurs français.

### Ça fuse chez Thomson

Une publicité pleine page, parue dans plusieurs journaux, montre le « crotale naval », une fusée anti-missile de chez Thomson, capable, selon le fabricant, d'entourer les navires d'un « bouclier de feu ». Plusieurs pays « ont fait confiance à Thomson ». Normal, il faut bien se protéger des Exocet de la maison Dassault.

« Pour nous, déclare cette pub, l'avenir a un sens ». On voit lequel : vive les armements, vive les guerres, vive les missiles et les anti-missiles et vive les profits pour Thomson !

### Crotale Naval: le bouclier de feu.



**Décider.** Effectuer des décisions rapides et précises, c'est le rôle de la fusée anti-missile « Crotale Naval ». Elle est capable de détruire un missile ennemi à une distance de 100 km.

**Investir.** Crotale Naval est une fusée anti-missile de nouvelle génération. Elle est capable de détruire un missile ennemi à une distance de 100 km.

**Réussir.** Crotale Naval est une fusée anti-missile de nouvelle génération. Elle est capable de détruire un missile ennemi à une distance de 100 km.

**THOMSON**  
Pour nous, l'avenir a un sens.

LIBÉRATION • MARCHÉ • 6 MARS 1985 • 15



## Civilisation en marche

Aux USA, le pays le plus moderne du monde, le pays des navettes spatiales et autres Silicon Valley, on vient de mettre quarante minutes pour exécuter un condamné à mort dans la prison de Huntsville au Texas. Chaque Etat a son système d'exécution, ici la chaise électrique, là la fusillade, ailleurs l'injection de poison dans les veines ou l'asphyxie au gaz. Certains Etats ont tout de même aboli la peine de mort. Au Texas, le procédé « humanitaire », c'est l'injection de poison, qui est confiée à des « volontaires »

pas nécessairement compétents.

C'est ainsi que les bourreaux n'ont pas réussi à trouver les veines de Stephen Morin, le condamné, et qu'il leur a fallu quarante et une minutes exactement avant de planter correctement l'aiguille mortelle. « *Le condamné s'est montré très coopératif, déclarait un porte-parole de la prison, et nous lui en sommes vraiment reconnaissants. Autrement, on y serait peut-être encore.* ». Heureusement que le condamné était, lui, relativement civilisé.

## Un canton où Peugeot espère se maintenir

Contrairement à Renault qui vient de dire « niet » aux Russes pour l'accord avec Moskvitch et qui a des difficultés avec sa filiale US, American Motors, Peugeot semble avoir trouvé sous d'autres cieux un climat plus favorable. Peugeot va en effet s'implanter en Chine. Mais, malgré le bruit fait autour de cette affaire, le contrat est très modeste. Peugeot franchit la grande muraille par

la petite porte : 15 000 camionnettes par an seront montées — d'ici quatre ans — dans une usine de la région de Canton (aujourd'hui Guangzhou) et la participation de la firme de Sochaux sera de 22 % du capital de la future usine. Mais enfin, un sou c'est un sou, une camionnette c'est une camionnette, et si Calvet, le P-DG de Peugeot-Citroën, trouve des ouvriers chinois à exploiter, il

n'est pas homme à refuser.

La direction de Peugeot espère qu'il s'agit du « début d'une coopération à long terme, telle que les Chinois la souhaitent, et dont l'ampleur pourrait surprendre ». On verra bien. En attendant, comme au XIX<sup>e</sup> siècle, les capitalistes français, allemands et autres rêvent à l'ouverture du marché chinois. Car le marché français, lui, il les ferait plutôt pleurer...

## L'esclavage salarié des enfants du monde

Le journal *L'Humanité* des 13 et 14 mars a réalisé une enquête intitulée « Voyage au cœur de la honte », consacrée à l'exploitation odieuse des enfants dans le monde. Jean Sanitas, le journaliste, a en particulier rencontré le Dr Patrick Braun, chirurgien à Pierrefitte, dans la région parisienne, et par ailleurs spécialiste de cette question sur laquelle il a écrit un livre, *Les gosses du désespoir*, édité au Mercure de France.

Le Dr Braun rappelle que, d'après le Bureau International du Travail, plus de 60 millions d'enfants de moins de 15 ans (et ces chiffres sont paraît-il largement sous-estimés) sont astreints dans le monde à un travail clandestin ou toléré. Cela concerne évidemment en premier lieu les pays du Tiers Monde.

### Dans les mines de Colombie

Autour des mines de charbon de la région de Medellín, des veines de lignite de moins d'un mètre d'épaisseur sont inexploitables par les moyens traditionnels. « *Alors on confie cette exploitation à des gamins âgés de neuf à dix ans, sous-payés, véritables enfants-taupes qui creusent des galeries à leur échelle, attaquant le charbon au pic, le sortant dans des sacs qu'ils tirent derrière eux avec une corde. (...) Les mini-mineurs colombiens reçoivent 20 pesos (0,50 F) par sac de charbon extrait. Le propriétaire de la mine vend le sac 200 pesos (20 F).* ».

### En Inde, ils fabriquent des allumettes

« *Il existe, dans la province de Sivakasi, au sud de l'Inde, une fabrique d'allumettes qui est un véritable bagne pour 25 000 enfants de six à quinze ans, garçons et filles, qu'elle emploie. Ces gosses quittent quotidiennement leur domicile à 7 heures le matin, ramassés par des autocars, et le retrouvent à 20 heures le soir. (...) Le travail dans cette entreprise est entièrement manuel, du débitage des troncs d'arbres au souffrage des allumettes. (...) Beaucoup de ces gosses*

*n'atteindront jamais l'âge adulte, tués par des affections bronchitiques, pulmonaires et du système ORL.* ».

### Taiwan : fillettes exploitées à 9 ans, jetées à la rue à 16

« *C'est en Asie, notamment à Taiwan, que s'approvisionnent en composants électroniques les industriels occidentaux : ces infiniment petits de l'électronique y sont fabriqués — et vendus — à des prix défiant toute concurrence par l'emploi d'enfants, principalement de filles, payés 1 dollar 20 cents pour quatorze heures de travail. Engagés à l'âge de neuf ans, ils sont jetés à la rue à l'âge de seize, leurs yeux usés ne leur permettant plus d'effectuer correctement le travail demandé.* ».

En Thaïlande pullulent les « sweat shops » (usines à sueur) qui emploient des milliers d'enfants. Le Dr Braun a visité, près de Bangkok, une usine où 120 enfants travaillent à la fabrication d'objets en étain pour les touristes : « *En France, il est interdit de travailler, sans porter de masque, l'étain dont la poudre est cancérogène. Est-il besoin de dire que les enfants travaillant dans l'usine visitée n'en portent pas ?* ».

En Afrique du Sud, d'autres enfants sont employés à fouler l'amiante, produit également cancérogène, sans la moindre protection. Au Caire, les enfants sont éboueurs...

### Jeux du cirque et prostitution

« *En Thaïlande, dans des boîtes à touristes, les tenanciers organisent des combats de gosses, similaires aux combats de coqs.* » « *En Colombie, on fait descendre des enfants dans l'arène : avec un peu de chance ils éviteront les cornes du taureau et toucheront la prime offerte par un bourgeois repu et morbide, avide de sensations fortes.* » Sinon, c'est la mort ou une vie encore plus misérable d'estropié. « *C'est encore en Colombie que, pour l'enrichissement de leurs managers et la distraction des*

*touristes, des enfants plongent dans une rivière pour lutter avec des caïmans.* ».

Quant à la prostitution des enfants, elle a pris des proportions considérables. Au Brésil, 50 000 enfants recensés — mais combien ne le sont pas !. En Thaïlande, des bordels pleins de garçons et de fillettes de 11 à 15 ans. « *Des agences de voyage ouest-allemandes organisent des séjours dans plusieurs pays du Sud-Est asiatique pour des messieurs aisés : tout est compris dans le prix demandé, le billet d'avion, l'hôtel et la fillette ou le garçon dont ils pourront disposer à leur guise.* ».

Les enfants sont souvent achetés purement et simplement à leurs familles par de véritables trafiquants d'esclaves, pour être revendus dans les villes. Partout c'est la loi du profit. « *La Chambre de commerce de Hong Kong n'a-t-elle pas protesté contre la projection d'un film dénonçant cette exploitation des enfants, parce qu'il risquait de nuire à la vente des produits... made in Hong Kong ?* ».

### En Europe aussi

Mais ces pratiques ne sont pas exclusives des pays du Tiers Monde, et en Europe aussi, celle du Marché com-

mun, elles existent. L'Italie compterait le plus jeune pensionné du travail du monde, la main coupée par une scie circulaire à 12 ans. En Allemagne de l'Ouest, ce sont d'abord les enfants d'immigrés turcs qui sont exploités par les industriels. En France, « *à Paris, dans le 19<sup>e</sup> arrondissement, des entrepôts servent le soir venu d'ateliers de confection, dans lesquels travaillent plusieurs heures chaque jour, au sortir de l'école, des enfants de 10, 12, 14 ans payés 8 francs de l'heure.* » Et tout le monde connaît la surexploitation dont sont l'objet les apprentis et les pré-apprentis.

Quant à la prostitution, on estime à plus de 15 000 en France les enfants qui y sont livrés.

Au siècle dernier on appelait « accumulation primitive » du capital l'exploitation forcenée de la classe ouvrière — enfants compris — sur laquelle les groupes capitalistes actuels ont construit et accru leur richesse et leur puissance. Aujourd'hui, ce n'est plus d'accumulation primitive qu'il s'agit, mais d'une sorte d'accumulation finale du capitalisme sénile qui a généralisé à toute la planète les horreurs de la surexploitation du XIX<sup>e</sup> siècle.

C.C.





# Spéculation sur le dollar :

## Au bord du gouffre ?

Pour la deuxième fois depuis son ascension irrésistible du mois de février, le dollar a connu les 11 et 12 mars des soubresauts spectaculaires, menaçant même à un moment de repasser en dessous de la barre des 10 F.

Pourquoi des variations aussi brutales ? A vrai dire, personne n'en sait rien. Et, à défaut d'explication, les commentateurs financiers se bornent à dresser un catalogue des causes possibles. Cela va du fléchissement des taux d'intérêt américains, à des opérations d'achat massives effectuées dans diverses places boursières, en passant par des indiscretions qui auraient été commises lors de la réunion des gouverneurs des banques centrales qui se tenait au même moment à Bâle.

En même temps, et c'est sans doute également l'un des facteurs qui rentrent en jeu dans les fluctuations du dollar, les nouvelles pessimistes sur la « reprise » américaine, dont avait déjà fait état le président de la Réserve Fédérale, Paul Volcker, semblent se préciser.

En effet les autorités bancaires fédérales viennent d'annoncer que 901 banques américaines se trouvaient à l'heure actuelle en difficulté, soit 40 % de plus qu'en 1983. Au même moment, un rapport dressé pour le compte du Congrès américain chiffre les conséquences de la hausse du dollar : deux millions d'emplois en moins, un surcroît de 15 % dans les importations, un manque à

gagner de 15 % sur les exportations et une baisse de 4 % de la productivité à l'échelle du pays. Rapport dont les conclusions se trouvent illustrées par les mesures brutales d'austérité prises récemment par un certain nombre d'entreprises de la « miraculeuse » Silicon Valley, le fief américain des industries de haute technologie.

La situation est donc inextricable. D'un côté, les autorités américaines redoutent une nouvelle hausse du dollar, qui risquerait d'aggraver un peu plus la balance commerciale du pays, avec les risques économiques et sociaux que cela comporte — fermetures d'entreprises, ralentissement des investissements et accroissement du chômage.

De l'autre, non seulement l'Etat américain a besoin d'un dollar cher pour financer son déficit budgétaire, mais surtout il redoute les conséquences que pourrait comporter une chute inopinée du dollar.

Le danger vient en effet de ce qu'il existe aujourd'hui une masse énorme de capitaux sur le marché financier, dont les détenteurs se servent non pas pour investir à long terme dans la production, mais au contraire pour bénéficier avec le minimum de risques des fluctuations de valeur de tout ce qui peut s'acheter et se vendre dans le domaine financier. La seule chose qui guide les propriétaires de ces capitaux, c'est le pronostic qu'ils font, suivant des critères forcément subjectifs,

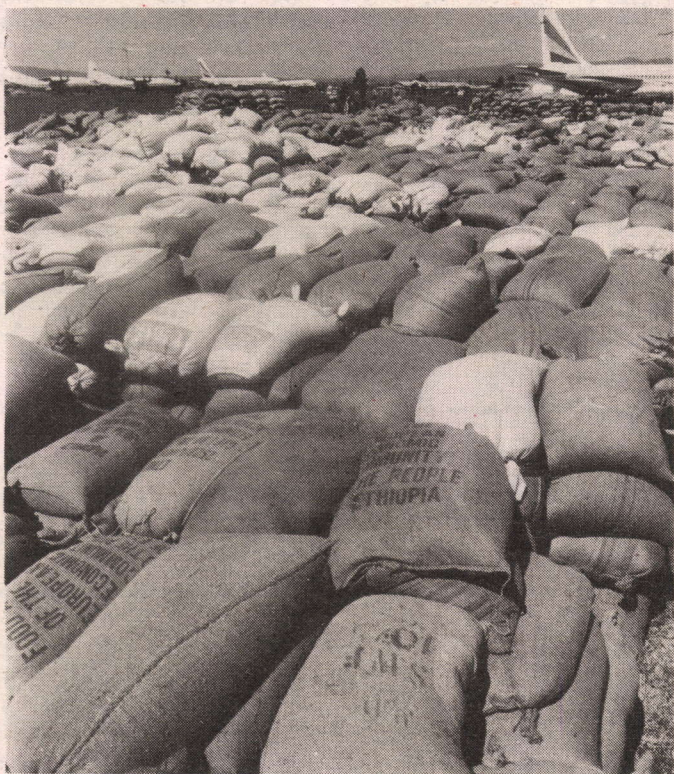
de l'évolution à venir du marché. Et cela veut dire qu'une baisse, même limitée, du dollar pourrait très bien amener ces capitaux insaisissables à prendre d'un seul coup la poudre d'escampette, simplement parce que leurs propriétaires parient sur une baisse prolongée du dollar, entraînant du coup une chute cette fois-ci brutale de la monnaie américaine. Et les conséquences d'une chute brutale du dollar sont aussi incalculables qu'imprévisibles : elle pourrait suffire à remettre en cause l'équilibre délicat du système financier mondial, voire même à porter un coup d'arrêt brutal au commerce international, avec les conséquences que cela porterait pour toute l'économie mondiale !

Alors les autorités financières américaines en sont réduites à serrer les fesses, à tenter de limiter tant bien que mal les fluctuations monétaires, c'est-à-dire à tenter de prévoir par avance les pronostics que vont faire les spéculateurs sur l'évolution du marché ! Ce ne serait guère pire si elles se mettaient à parier sur le nombre de gagnants au prochain tiercé... Seulement l'enjeu de ce pari stupide, c'est quand même le fonctionnement de l'économie mondiale, c'est-à-dire le sort de cinq milliards d'individus. Un enjeu décidément trop sérieux pour le laisser entre les mains des capitalistes et des banquiers qui prétendent gouverner le monde !

F.R.



## L'aide aux pays sous-développés, au départ et à l'arrivée



Un peu de blé pour le Tiers Monde, beaucoup pour les intermédiaires. (AFP).

A la suite de la « Quinzaine nationale du Comité français contre la faim », qui vient de se dérouler, plusieurs journalistes à Europe 1 et au *Journal du Dimanche* se sont posés la question de ce que devenait le montant de l'aide ainsi récoltée. Une enquête a été menée auprès de plusieurs associations humanitaires, en particulier le Comité français contre la faim. Selon un budget prévisionnel de cette association, sur 1 000 F recueillis, 400 F iraient sur place, les 600 F restants étant dépensés en France, pour les frais administratifs, de personnel et de publicité. La publicité semble être un poste important : en effet les campagnes publicitaires de ces associations, pourtant reconnues d'utilité publique, coûtent cher, « moins cher qu'à un marchand de nouilles » écrit le *Journal du Dimanche*, mais cher quand même. Ces associations sont soumises aux mêmes règles financières et commerciales que n'importe quelle autre société privée, ou peu s'en faut. Les journaux, les radios périphériques ou publiques ne leur font pas de cadeaux. D'ailleurs, Europe 1 et le *Journal du Dimanche*, qui ont l'air de s'intéresser à ce problème, auraient bien pu donner l'exemple d'une forme de soutien à l'action de ces associations... en leur offrant une campagne de publicité gratuite !

Quand à l'Etat, bien entendu, il réserve, lui, son argent à autre chose ; à subventionner par exemple des sociétés pour que, entre autres, elles exportent dans le Tiers Monde !

Alors oui, ces organisations humanitaires (le ministère de l'Intérieur en a recensé 439) ont des frais de fonctionnement importants, même si elles comportent beaucoup de bénévoles.

Le reportage du *Journal du Dimanche* signale qu'il existe quelques associations qui profitent de l'argent qu'elles collectent à des fins personnelles, mais ce sont des exceptions. Il remarque que, par ailleurs plus une association est petite, moins elle a de frais de fonctionnement et plus elle peut, proportionnellement, reverser l'argent sur place. Ce qu'on imagine aisément.

Le reportage aborde également les problèmes liés au détournement de l'argent dans les pays pauvres : pour payer les soldats ou les fonctionnaires, ce qui, dans ces pays où règnent le plus souvent des régimes corrompus, n'est pas étonnant.

Cela montre les limites de la charité qu'on peut exercer envers le Tiers Monde. Certes, les associations humanitaires font souvent ce qu'elles peuvent, et elles trouvent des volontaires pour aller aider les populations sur place. Mais, outre que cette aide est finalement dérisoire par rapport aux besoins, le véritable problème n'est pas là.

Les actions charitables ne mettent pas en cause le système et se heurtent aux innombrables obstacles financiers et politiques de ce monde pourri. Pas étonnant, dans ces conditions, qu'à l'arrivée il ne reste pas grand-chose des bonnes intentions de départ. Mais, même si l'aide arrivait plus efficacement, même si elle arrivait dans sa totalité, ce ne serait de la part des pays riches qu'une part infime de ce qu'ils prélèvent par ailleurs sur le dos des pays pauvres aujourd'hui victimes de la famine et de la misère, une part infime des profits fabuleux qu'ils tirent de ces populations du Tiers Monde.

L.V.



## Les obsèques de Tchernenko

# Les grands de ce monde sur la tombe de l'un des leurs

A peine Tchernenko était-il mort, et son successeur Mikhaïl Gorbatchev désigné, que les dirigeants des pays occidentaux se sont empressés d'envoyer condoléances et messages d'amitié.

Gorbatchev est bien vu du monde capitaliste. Margaret Thatcher n'estimait-elle pas, au lendemain de sa visite officielle à Londres le mois dernier, « qu'on peut s'arranger avec lui » ? Quant à Reagan, il s'est d'ores et déjà déclaré « plus que prêt » à rencontrer le nouveau dirigeant soviétique.

D'ailleurs presque tous les grands de ce monde se sont retrouvés le 13 mars aux funérailles de Tchernenko : Mitterrand, Thatcher, le chancelier allemand Kohl, le président italien Pertini, les Premiers ministres espagnol et japonais, et même un envoyé de Jean-Paul II, un laïc il est vrai. Seul Reagan s'était fait remplacer par le vice-président Bush, ce qui n'est pas si mal !

Pareille unanimité n'a en fait rien à voir ni avec la « jeunesse » de Gorbatchev, que tout le monde souligne, ni avec le « libéralisme » ou la volonté d'ouverture vers l'Occident que certains lui prêtent. C'était déjà les

mêmes qui s'étaient pressés aux funérailles de Brejnev, puis à celles d'Andropov. Et cela fait bien longtemps que les dirigeants des pays capitalistes trouvent normal de rendre hommage aux dirigeants de l'URSS, et pas seulement par convenance diplomatique, mais parce qu'au fond ils sentent qu'ils remplissent les uns et les autres des rôles semblables et qu'ils trouvent leur compte dans l'existence du régime soviétique tel qu'il est.

Car Tchernenko peut bien être enterré à deux pas du tombeau de Lénine, les drapeaux rouges et les emblèmes du communisme qui flottaient sur ses funérailles ne sont plus que des oripeaux vides de sens dans la Russie d'aujourd'hui qui, elle, n'a plus rien à voir avec la Russie de Lénine, cette Russie révolutionnaire des années 1917-1921 qui inspirait alors une peur mortelle aux bourgeois occidentales qui la combattirent par les armes.

Sans doute les capitalistes considèrent-ils aujourd'hui l'URSS comme un monde à part, un monde sur lequel ils rêvent peut-être d'établir un jour ou l'autre leur domination économique ; un monde



aussi dont l'existence même constitue, malgré tout, un rappel de son origine révolutionnaire, de plus en plus lointaine, il est vrai.

Mais l'impérialisme sait aussi que, comme le dit Thatcher, les dirigeants soviétiques sont des gens avec qui il y a moyen de « s'arranger » ; que depuis des décennies ils ont constitué un facteur de stabilisation, non seulement en URSS mais dans le monde entier, en désarmant politiquement le prolétariat ; et que, même aux pires moments de tension dans les rapports Est-Ouest, ils se sont montrés « responsa-

bles », en choisissant de ne rien faire qui risque d'altérer le statu quo mondial.

D'ailleurs, avec le temps, le passé des représentants de la bureaucratie a été de moins en moins susceptible de susciter l'inquiétude des dirigeants occidentaux. La génération des militants bolchéviks qui avaient dirigé la Russie révolutionnaire a disparu très tôt, en grande partie dans les geôles de Staline. Les successeurs de Staline, les Khrouchtchev, les Brejnev, pouvaient encore susciter quelque méfiance, pour avoir été formés par la politique stalinienne à partir des

années 1930, c'est-à-dire dans une période marquée par les bouleversements sociaux et la crainte de sursauts révolutionnaires dans le monde. Mais Gorbatchev, lui, avait tout juste 23 ans à la mort de Staline, et il appartient à cette génération de technocrates de la bureaucratie dont toute la carrière s'est déroulée à l'ombre de l'appareil d'Etat, d'une manière pas si différente après tout de celles des politiciens occidentaux, loin de tout chambardement social, dans une période de stabilisation de l'impérialisme à l'échelle mondiale.

Reagan vient de souhaiter que s'établissent des « relations plus stables et plus constructives » entre lui et les dirigeants de l'URSS.

Oui, les Thatcher, les Reagan et autres Mitterrand ont de quoi se sentir du même monde qu'un Gorbatchev. Ils le reconnaissent comme l'un des leurs, car ils comptent sur lui pour poursuivre la tâche de ses prédécesseurs et prendre sa part dans le maintien d'un ordre mondial périmé, contre les pauvres et contre les peuples.

François ROULEAU

## « Libéral » ou pas, c'est la bureaucratie qui tranchera

Les spéculations vont bon train sur le « libéralisme » supposé de Gorbatchev. On le dit partisan d'un certain assouplissement dans l'économie et d'une plus grande ouverture vers l'Ouest.

Cela veut-il dire que l'avènement de Gorbatchev pourrait se traduire par un assouplissement du régime policier pour la population ? Rien n'est moins sûr. En tout cas, l'exemple d'Andropov, cet autre dirigeant soviétique présenté lui aussi en son temps comme un libéral, partisan de l'ouverture à l'Ouest, a montré qu'ouverture n'est pas nécessairement synonyme d'allègement de la répression. Au contraire, sous le règne de cet ancien chef du KGB, la répression s'était accrue dans le pays, la discipline avait été renforcée dans les usines, tandis que le niveau de vie de la population avait diminué.

Depuis, sous le règne du pâle Tchernenko, la situation s'est encore aggravée si l'on en croit *Le Monde* : les conditions de vie dans les camps se sont durcies, tandis que les condamnations de contestataires se sont multipliées, en particulier dans les rangs de la communauté juive et en Ukraine.



Gorbatchev

De toute façon, sur ce plan-là, le « libéral » Gorbatchev ne semble pas chercher à laisser beaucoup d'illusions à la population, si l'on en juge par les termes de son premier discours officiel où, évoquant le « renforcement de la discipline », il a affirmé que « de nouvelles mesures énergiques seront prises pour mettre de l'ordre dans le pays »...

Quoi qu'il en soit, ajoutent certains, comme l'URSS n'est pas une démocratie, il faudra

bien que Gorbatchev se plie à la volonté de son appareil d'Etat. Comme si c'était une situation si différente de celle des dirigeants des « démocraties » occidentales ! Comme si les chefs d'Etat de ces pays pouvaient se passer de l'assentiment tacite de myriades de fonctionnaires, militaires, policiers, magistrats, gestionnaires, pour faire appliquer la moindre de leurs décisions ! Mais tandis qu'en URSS ce sont les hautes sphères de l'appareil d'Etat qui désignent directement leur dirigeant officiel, dans les « démocraties », la bourgeoisie se paie le luxe de faire croire à la population qu'en élisant un chef d'Etat, elle peut exercer réellement un choix sur la politique qu'il mènera. Dans les régimes occidentaux, même ceux qui se disent démocratiques, tout comme en URSS les dirigeants, élus ou pas au suffrage universel, sont dépendants de l'appareil d'Etat, qui lui-même est totalement indépendant de la population. S'il y a une différence, ce n'est pas tant dans le poids de l'Etat, mais dans les illusions que les uns et les autres ont plus ou moins les moyens d'entretenir au sein de la population.



Gorbatchev et Jaruzelski. (AFP)

## Deux fois vingt ans après : Dumas est arrivé !

Depuis quarante ans, un certain M. Catrain essayait vainement d'obtenir son rapatriement en France des autorités russes.

Fait prisonnier pendant la Seconde Guerre mondiale, son camp avait été libéré par l'Armée rouge. Mais au moment du rapatriement des prisonniers français, Paul Catrain avait été tout simplement « oublié » par les autorités russes.

C'est finalement à l'occasion de la visite du ministre des Relations extérieures en URSS que Paul Catrain a été autorisé, pour la première fois, à rencontrer des représentants de l'ambassade de France.

Enfin quelqu'un à qui les voyages de Roland Dumas serviront — peut-être — à quelque chose !



□ AEROSPATIALE (Les Mureaux)

## Accidents en série

A l'Aérospatiale, à l'usine des Mureaux située à 45 km à l'ouest de Paris, un technicien était occupé à travailler dans le 1<sup>er</sup> étage d'un lanceur Ariane. L'échelle sur laquelle il se tenait a glissé, il a perdu l'équilibre et est tombé à la renverse, les reins sur un établi. Il a été transporté à l'hôpital de la Pitié à Paris, paralysé des jambes. Aujourd'hui, un mois plus tard, son état est toujours préoccupant et les médecins ne savent toujours pas s'il retrouvera l'usage de ses jambes, et dans quelles proportions.

Ce n'est pas la première fois que ce genre d'accident se produit. Dans un autre bâtiment, il y a quelques années, un camarade était tombé d'une dizaine de mètres de hauteur et avait failli y laisser sa peau.

Quelques jours plus tard, fin février, dans un secteur de fabrication « satellites », un travailleur qui marchait sur le bâti d'un outillage constitué de grosses poutrelles en profilés a perdu l'équilibre. Sa jambe s'est trouvée coincée entre deux poutrelles. Son corps a fait levier. Comme il portait quelque chose de lourd, il a été victime d'une triple fracture du fémur.

Début mars, dans ce même atelier « satellites », (donc trois jours plus tard), des ouvriers, qui montaient des cloisons pour isoler une machine neuve, déplaçaient un lourd échafaudage en tubes de cinq mètres de long et de haut. Le sol de l'atelier, très inégal, a fait basculer cet échafaudage, qui s'est écrasé sur le côté. Si personne ne l'a pris sur la figure, c'est qu'il est tombé par bonheur sur une coiffe d'engin militaire et des outillages se trouvant là. Comme disent les travailleurs du coin : « Pour une fois qu'une coiffe sert à quelque chose d'utile... »

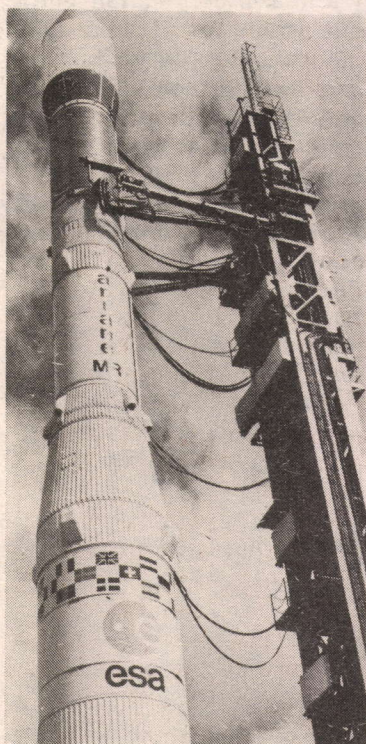
Cette suite d'accidents a provoqué des réflexions chez les travailleurs qui s'aperçoivent maintenant qu'ils ne sont pas à l'abri des accidents. Et surtout que ceux-ci pourraient devenir monnaie courante puisque les conditions de travail empirent depuis quelque temps : heures supplémentaires, travail du samedi et du dimanche, moins de personnel pour plus de travail, économies sur tout, donc sur la sécurité.

En tout cas, c'est plus de ce côté qu'il faut chercher pour trouver des responsa-

bilités. Et pas du côté du lampiste et de la fatalité, comme l'insinue la prose du chef des « relations sociales » qui a écrit une note, suite à ces accidents, demandant au personnel de faire plus attention dans le travail.

L'Aérospatiale n'est « responsable » que quand il s'agit de parader devant des caméras de télévision pour se glorifier de la réussite des lancements d'Ariane ou de ceux de satellites, comme dernièrement Arabsat.

Correspondant LO



La SNIAS soigne l'image d'Ariane... mais pas la sécurité.

## Trois ouvriers assassinés pour le capital

Trois ouvriers ont été tués, et trois autres blessés dans l'explosion de l'usine d'explosifs de la société Nobel PRB d'Ablon (près de Honfleur, Calvados), qui dépend du ministère de la Défense et qui fournit de la dynamite aux chantiers et carrières.

La CGT a révélé que ces ouvriers manipulaient des explosifs dans un « pétrin de fabrication » pour seulement 4 000 F par mois ; que les cadences avaient augmenté, et que les tués « sont victimes de l'aggravation des cadences due au dégraissage scandaleux des effectifs opéré les derniers mois ». En outre elle dénonce le fait que le contrat de solidarité signé avec

les pouvoirs publics n'a pas été respecté, la société ayant réduit ses effectifs au-delà du seuil autorisé. En outre, les délégués cégétistes boycottaient les réunions du Comité d'hygiène et de sécurité pour protester contre le refus de la direction de prendre leurs propositions en considération.

Bref, dans cette usine dangereuse, non seulement la direction n'a pas tout fait pour éviter les accidents, mais il semble bien qu'elle ait tout fait pour qu'il s'en produise. Car les profits sont pour elle, tandis que les risques, la peur, les morts sont pour les ouvriers.

Saint-Chamond

□ CLECIM (Site de Creusot-Loire)

## Un ascenseur responsable d'un accident mortel est remis en route

Vendredi 1<sup>er</sup> mars, la direction de Clecim a convaincu les délégués CHS que l'ascenseur dans lequel une personne avait trouvé la mort, le 27 novembre dernier, était maintenant remis en état et muni d'une sécurité supplémentaire.

Mais des pannes répétées eurent lieu le jour même de la remise en marche, semant le doute chez beaucoup d'employés. Depuis, de nouvelles vérifications ont été faites ; une pièce a été changée et l'ascenseur a de nouveau été déclaré « bon pour le service ». Une partie du personnel n'est toujours pas convaincue par les déclarations rassurantes de la direction et certains préfèrent prendre l'escalier...

Le souvenir du terrible accident mortel qui eut lieu le 27 novembre est encore très présent dans les

esprits. Ce jour-là, une femme de ménage qui allait prendre son travail à 18 heures s'est retrouvée coincée entre le plancher de la cabine et le haut de la porte palière.

Suite à cet accident, les deux ascenseurs rapides qui desservent les étages du « building » avaient été interdits et l'ascenseur de l'accident mis sous scellé. Depuis, des expertises ont eu lieu ; les conclusions définitives n'en sont pas encore connues mais cela n'a pas empêché la direction de Clecim de revenir plusieurs fois à la charge pour accélérer la remise en route des ascenseurs.

Que ce soit dans les ateliers ou dans les bureaux, la direction ne connaît qu'une logique : la sécurité elle en parle... mais il ne faut pas que cela nuise au travail productif.

## Le capitalisme ça pue et ça pollue

Une réglementation sur les produits toxiques existe. Les emballages ayant contenu ces produits ne doivent pas être réutilisés et doivent être détruits. Cela, c'est pour la loi, mais la réalité est tout autre.

Creusot-Loire, à travers sa filiale Creusot-Loire Métal Service (CLMS), spécialisée dans la vente de ferraille, semble ne pas être concerné.

Dans l'atelier de Mécanique de Clecim, quatre fois des pièces brutes sont arrivées dans des bidons ayant contenu du cyanure de

sodium. Les multiples inscriptions : risque de brûlure de la peau, dégagement d'un gaz toxique au contact d'un acide, etc., et la tête de mort ne semblaient pas gêner la direction de CLMS, qui a trouvé un moyen peu coûteux pour livrer les pièces en utilisant ces bidons de récupération plutôt que les conteneurs habituels.

Ce n'est qu'à la quatrième livraison dangereuse que la direction de Clecim s'est décidée à intervenir. Il a fallu un peu lui forcer la main à travers la mise en demeure d'un délégué CHS.

Correspondant LO

## ECHOS DES ENTREPRISES

### Une insécurité dont ils ne parlent pas

Le 28 octobre 1980, deux travailleurs du Centre de recherches de Décines, près de Lyon, avaient trouvé une mort atroce par brûlures et asphyxie alors qu'ils intervenaient dans une cuve.

Le 8 juillet 1980, à l'usine de Roussillon, un employé était tué à cause de l'explosion d'une vanne.

A Décines, les deux directeurs du Centre ont été condamnés à 6 mois de prison avec sursis et 8 000 F d'amende.

A Roussillon, les sept cadres qui passaient en jugement ont été relaxés.

S'il s'était agi de meurtres liés à des faits divers, gageons que les médias et la grande presse en auraient fait leurs grands titres pour

protester contre la clémence des jugements.

Mais pour tous ces chantres du capitalisme, l'insécurité dans les entreprises ça ne les intéresse pas. Les patrons responsables de la mort d'ouvriers ça ne les révolte pas.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Rhône-Poulenc CNG (Vitry/Seine).



## Manifestation dans les rues de Saint-Chamond contre les licenciements



Suite aux débrayages tournants et aux assemblées générales organisées dans l'usine Creusot-Loire de Saint-Chamond, une manifestation a été organisée le mercredi 6 mars dans la ville. A cette manifestation, appelée par la CGT et la CFDT, ont été invités tous les travailleurs sensibilisés par les problèmes de licenciements.

Le matin, toutes les portes de l'usine avaient été fermées par les grévistes. Cette décision avait été prise les jours précédents par une intersyndicale CGT-CFDT, à laquelle étaient venus se joindre des syndiqués et des travailleurs non syndiqués. 60 personnes étaient ainsi chargées d'organiser la manifestation et la suite du mouvement.

300 travailleurs défilèrent dans les rues. Ils

furent moins nombreux qu'aux dernières assemblées générales organisées dans l'usine. Mais la manifestation a montré que les travailleurs en avaient assez des licenciements.

Au passage dans la rue piétonnière, la vitrine du magasin de l'adjoint au maire socialiste a volé en éclats : un pavé avait été lancé. Cet incident n'a pas été apprécié par la majorité des manifestants, même si on comprend la colère de certains contre la mairie socialiste qui ne sait que se faire protéger par les CRS quand les licenciés viennent lui demander des comptes.

L'après-midi, les travailleurs ont repris le travail. Parmi ceux qui n'avaient pas participé à la manifestation, certains avaient pris sur leurs congés pour ne pas perdre de l'argent.

Il est certain que la lutte coûte de l'argent aux travailleurs. Mais c'est leur seule solution. La direction de Creusot-Loire Industrie refuse toujours de débloquent de nouvelles « CGPS » (Conventions générales de protection sociale) qui permettraient l'embauche des ouvriers de Pinguely qui restent encore sur le pavé.

Il est probable que la direction se réserve une marge de CGPS au cas où à Creusot-Loire même il y ait des licenciements.

Nous sommes bien conscients que, demain, ce sera peut-être nous les licenciés. Alors plus que jamais, c'est la lutte, regroupant de plus en plus de travailleurs, qui est la seule garantie face au patronat.

Correspondant LO

□ KREMA (Montreuil)

## La reprise après 16 jours de grève en Fabrication

Du 12 au 28 février, les travailleurs de KREMA ont été en grève, démarrée à l'appel de la CGT, (voir notre article précédent, LO du 23 février), pour défendre leur pouvoir d'achat et pour refuser un projet de la direction visant à leur faire assumer la responsabilité de la productivité. Cela avait démarré par un débrayage d'une journée de toute l'usine, débrayage qui se renouvela plusieurs jours de suite. Et rapidement, ce fut le secteur de la Fabrication qui se retrouva seul en grève.

Le mercredi 20 février, la direction essaya de faire travailler les cadres (en présence d'un huissier). Les grévistes entourèrent alors les pétrins où les cadres essayaient de faire la gomme : « Venez voir, c'est un événement, venez voir les cadres travailler ». Des discussions commencèrent dans l'atelier entre cadres et grévistes : « Vous n'avez pas beaucoup de dignité de vouloir remplacer les grévistes ». Une petite bousculade s'ensuivit et les cadres n'insistèrent pas.

Le lendemain, la direction voulut remettre ça. Les cadres réussirent à faire un peu tourner les « Malabars » — toujours en présence de l'huissier — mais la production ne sortait pas. L'ensemble des grévistes était toujours là, autour d'eux.

Le 22 février, onze travailleurs furent cités au tribunal de Bobigny pour entrave à la liberté du travail, le jugement devant intervenir le 28 février.

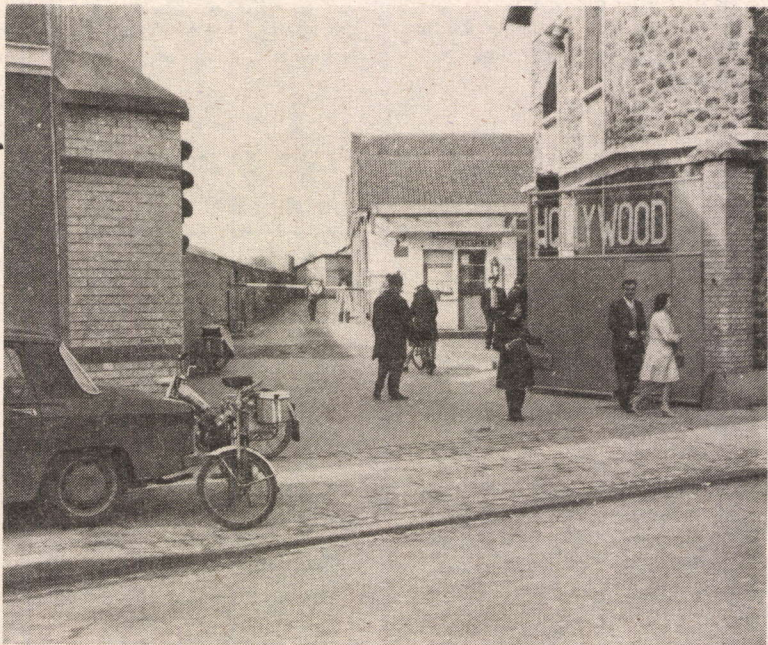
Le 27 février, les grévistes reçurent des lettres de la direction les menaçant de mettre toute l'usine en chô-

mage technique si le travail ne reprenait pas le lendemain.

A l'annonce de cette mesure, ce fut le coup de colère. Toute l'usine se rassembla avec les grévistes de Fabrication, devant les bureaux du service du Personnel. A ce moment, il aurait peut-être suffi que la CGT le propose pour que toute l'usine se mette en grève. Mais tout ce que la CGT proposa, ce fut de dire : « Laissons les cadres travailler, s'ils le veulent : cela évitera le chômage technique » !

Le lendemain 28 février, donc, quelques chefs et quelques non-grévistes firent tourner une vingtaine de pétrins, avec peu d'efficacité. C'est le même jour que le tribunal de Bobigny condamna les onze grévistes et leur ordonna « de laisser travailler les gens qui voulaient travailler ». Pendant ce temps-là, des négociations avaient lieu avec la direction qui proposait — à condition que le travail reprenne immédiatement — le paiement de 7 jours de grève sur 13, une prime de 500 F au 1<sup>er</sup> mars et, si les syndicats signaient l'accord sur la productivité, le versement d'une autre prime de 500 F au 1<sup>er</sup> juin. La CGT était pour la reprise et elle fut décidée pour le lendemain.

Le travail reprit donc le vendredi 1<sup>er</sup> mars. Les grévistes ne regrettaient rien et avaient bon moral. La sympathie de tout le personnel s'était d'ailleurs manifestée, en particulier par des collectes de soutien dans l'usine. En tout cas, la direction n'a pas encore réussi à faire accepter son plan de productivité.



## Débrayage à Schlumberger (Montrouge)

Mercredi 6 mars, 450 travailleurs d'Enertec et du Giers ont débrayé pour aller remettre une pétition sur les salaires à la direction. En effet la direction nous a annoncé fin février sa politique salariale pour 1985 : — augmentation générale de 2 % en tout et pour tout au 1<sup>er</sup> juin ; — augmentations individuelles selon les résultats de l'entreprise en novembre.

Pour la première fois depuis que Schlumberger s'est divisé en plusieurs sociétés, la direction n'a pas la même politique salariale pour toutes les sociétés du groupe. Les travailleurs d'Enertec sont parmi

les mieux lotis avec leurs 2 % :

- à VAB : 3 % ;
- à Flonic : 1,8 % ;
- à Sereg : 0 % ;
- au Giers, on ne sait pas encore.

En tout cas, la tendance est à la baisse. En 1983, 8 % ; en 1984, 4 % ; et maintenant, 2 %. Les augmentations individuelles prennent de plus en plus d'importance, au détriment des augmentations générales. La direction ne parle plus d'indexation des salaires sur le coût de la vie, mais en fonction des résultats des sociétés. L'annonce de 0 % à Sereg avait déjà jeté un froid, mais à Enertec on s'attendait à mieux, vu les

bons résultats de la société. L'annonce des 2 % en juin, alors que nous n'avons rien eu depuis octobre, a suscité le mécontentement.

565 travailleurs d'Enertec, c'est-à-dire environ 70 % du personnel concerné, ont signé une pétition contre la politique salariale de la direction, et la grande majorité a participé au débrayage.

Nous attendons la réponse de la direction, mais beaucoup d'entre nous ont bien l'intention d'aller la chercher si elle n'arrive pas vite.

Correspondant LO



□ ELMO (Seine-Saint-Denis)

## Racket à la réembauche de 90 travailleurs sur 257 licenciés

Fin janvier, la société Elmo, entreprise du bâtiment dont le principal actionnaire est Merlin Gérin, du groupe Empain-Schneider, fait faillite ; 257 personnes, tout l'effectif, sont licenciées.

Quelques jours plus tard, un nouveau directeur propose à 90 des licenciés de les reprendre dans une « nouvelle » société, à condition qu'ils versent 1 000 F chacun, au titre d'« actionnaires »... Moyennant quoi, ils sont immédiatement repris, avec un nouveau contrat qui leur fait perdre de 15 000 à 23 000 F par an !

Au passage, la « nouvelle » société bénéficie de 40 000 F d'aides publiques pour chaque

« création » d'emploi...

De telles pratiques ont de quoi faire rêver plus d'un patron désireux de licencier une partie des travailleurs de son entreprise ! D'autant que cette escroquerie a été décidée en accord avec les pouvoirs publics !

L'Humanité a dénoncé à plusieurs reprises ce petit trafic, et la CGT et les travailleurs de l'entreprise l'ont porté en justice.

Peut-être, cette fois-ci, la combine ne marchera-t-elle pas. Mais les prétendues subventions à la création d'emplois sont en passe de devenir ouvertement des primes aux licenciements !

□ CENTRE F.P.A. DE LIEVIN (Pas-de-Calais)

## Nous ne sommes pas des godillots

Ce centre de formation aux métiers de la métallurgie accueille de nombreux stagiaires venant des quatre coins de la France et d'Outre-Mer.

Pour ceux qui doivent y être hébergés, les conditions de vie sont vraiment déplorables : chauffage régulièrement défaillant, eau chaude à très petite dose, chambres surpeuplées, WC peu ragoutants, quant à la peinture, ce n'est plus qu'un vieux souvenir. C'est d'autant plus pénible que certains d'entre nous sont contraints d'y rester les week-ends.

Vu le manque d'ateliers, trois sections sont tenues de se rendre dans les ateliers appartenant aux Houillères, distants de 15 kilomètres.

Jusqu'à il y a deux semaines, nous nous y rendions en pre-

nant le bus de ramassage des Houillères, qui s'arrêtait non loin du centre. Or, brutalement, on nous a annoncé que l'arrêt du bus était déplacé de trois kilomètres.

La raison donnée par les Houillères : « La ligne est surchargée... Faites comme je dis et taisez-vous, car ce n'est qu'une faveur ! »

Après nous être réunis, nous avons décidé de « louter » le bus tous ensemble, et de nous rassembler dans les bureaux de la direction pour manifester notre mécontentement.

Reçus ensemble par le directeur adjoint, chacun a vidé son sac et nous avons ainsi obtenu qu'un mini-bus de l'AFPA soit mis à notre disposition pendant deux jours, ainsi que le paiement intégral de notre journée.

Mais, le problème du bus étant paraît-il du ressort des Houillères, et celles-ci ne voulant rien savoir, peut-être devons-nous en faire plus.

En arrivant à l'AFPA, on nous raconte que nous avons de la chance : les Jeunes peuvent y apprendre un métier. Quant aux licenciés économiques, ils peuvent se reconverter en y gagnant un peu plus que le SMIC pour les plus chanceux, moins de 1 500 F par mois pour ceux qui n'ont jamais travaillé !

En fin de compte, nous sommes surtout des chômeurs non comptabilisés à l'ANPE...

Stagiaires ou chômeurs, nous avons montré que nous sommes des travailleurs et qu'on ne nous roule pas sur les pieds comme on veut.

Correspondant L.O.

## ECHOS DES ENTREPRISES... ECHOS DES ENTREPRISES... ECHOS DES ENTREPRISES...



### Il a eu son diplôme dans un paquet de Bonux

La semaine dernière, dans la salle de charge des chariots au Mélange, un camarade de travail s'est fait coincer le pied entre un poteau et son chariot.

Il faut dire qu'avec l'encombrement qu'il y a, ce genre d'accident n'a rien d'extraordinaire.

Le responsable de la sécurité a trouvé LA solution : changer les numéros des chariots.

Dans le même genre, nous en avons une aussi à proposer : scier le bas des poteaux en laissant le haut pour tenir le toit !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Lever - Haubourdin (Nord).

### L'aluminium, un métal noble

Tout ne tombe pas en ruine dans l'usine ! La serrurerie métallique des fenêtres de l'Imprégnation vient d'être remplacée par un superbe profilé d'aluminium. Comme cela, tout le monde saura qu'on fait partie du groupe Péchiney, numéro un de l'aluminium. Il ne reste plus maintenant

qu'à remplacer les murs autour des fenêtres.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Carbone-Lorraine Gennevilliers (92).

### C'est trop loin

C'est Gaston qui raconte à l'un de ses copains pourquoi il n'est pas allé travailler.

« Tu comprends, comme j'habite à quinze kilomètres de l'usine, j'ai dû m'arrêter au bout de dix kilomètres et retourner chez moi. »

— Pourquoi ? lui demande son copain.

— Parce qu'à Rosières, on ne paye comme prime de transport, qu'un seul trajet par jour, et pas plus de vingt kilomètres ! »

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Rosières Lunery (18).

### Les jeunes mariés

ATFH (faisceaux hertziens) vient d'annoncer son mariage avec les Américains. Le centre de Cergy deviendra une filiale de Levallois et de Fair-child.

La direction compte sans doute faire ainsi de bonnes affaires. C'est le moment de lui demander de nous payer en dollars.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Alcatel - Thomson Levallois (92).

### Monsieur Propre

Pourquoi Toyota gagne-t-il tous les marchés ? Parce que ses usines sont propres, dit le nouveau directeur.

Aussi, le lundi de chômage technique, il a transformé ses chefs en Japonais. Au lieu de jouer de la gueule, ils se sont mis à jouer du pinceau. Le soir, l'entrée de la Peinture était flambant neuve.

Nos Japonais de chefs peuvent se rendre encore plus utiles : pour chasser l'épaisse fumée qui sort des cabines de peinture, qu'ils prennent des éventails.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Citroën - Aulnay (93).

### Faut pas confondre !

La BNP va subir un contrôle fiscal cette année. Le dernier contrôle dont nous avons été au courant, et qui remonte à plusieurs années, nous avait valu un rappel sur notre participation : il faut croire que la fraude était importante, pour que 48 000 employés récupèrent quelque chose du redressement des comptes.

Ah, pardon, il n'était pas question de fraude, mais

d'une simple « erreur de comptabilité ».

Comme l'erreur est humaine, elle peut se reproduire !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière BNP - Bergère Paris.

### Ça manque de mesure

Sur les chaînes et aux Taques, la direction nous a envoyé un chrono pour nous tenir compagnie. Il paraît que le travail serait mal organisé.

Cela, nous sommes bien placés pour le savoir. Mais ce n'est pas nous qui l'organisons, le travail.

Et ce n'est pas en nous chronométrant que ça ira mieux. Ils pourraient se promener dans l'atelier avec un thermomètre que ce serait aussi efficace.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière CEPEN - Saint-Jean-de-la-Ruelle.

### Il était au courant !

Lundi dernier au 73/62, sur une redring (rasatrice), le travail a été arrêté à la suite de la constatation par un délégué CHS que deux fils électriques étaient dénudés.

Un supérieur hiérarchique en a été informé, ce qui apparemment n'a pas été apprécié par le contremaître du secteur.

Celui-ci, pourtant au courant depuis plusieurs jours et ne l'ayant pas fait réparer, aurait préféré que cet incident reste au niveau de l'atelier, soi-disant « pour ne pas foutre la merde ».

En tous les cas, s'il y a quelqu'un qui « fout le plus la merde », c'est bien un prétendu responsable qui, pendant plusieurs jours, nous laisse sur un poste de travail dangereux.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Renault - Le Mans.

### De quoi ont-ils donc peur ?

A la dernière réunion des surveillantes, il leur a été demandé de veiller à ce que les militants syndicaux ne tiennent pas de réunion dans les services et de les faire sortir si cela se produisait.

Décidément, on ne peut pas dire que la liberté soit bienvenue dans l'hôpital. Mais enfin, les surveillantes peuvent toujours choisir de ne pas voir, si le boulot de flic leur paraît incompatible avec leur profession.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière CHR - Rambouillet.



dans  
les entreprises

## □ SNCF

• GARE DE LYON (Paris)

### Débrayage unanime contre un licenciement

Vendredi dernier, en Gare de Lyon, un cheminot de l'Accueil qui n'était pas encore titularisé recevait une lettre de licenciement lui annonçant que le service médical l'estimait inapte. Licenciement qui prenait effet dès le lendemain, car la direction préférait le mettre en congé pour ses deux mois de préavis.

Depuis plus de trois ans qu'il travaillait avec nous, personne n'avait remarqué qu'il n'était pas apte au service. Mais il avait été plusieurs fois arrêté pour maladie grave. Et le service médical lui refusait chaque fois la titularisation.

Quand nous avons été informés, l'indignation a été

générale. Même des chefs de service disaient : « On n'a jamais vu ça ». Et certains se rendaient compte que ce licenciement s'inscrivait dans un contexte général de compression des effectifs et que la direction risque de s'emparer de n'importe quel prétexte pour renvoyer les moins protégés.

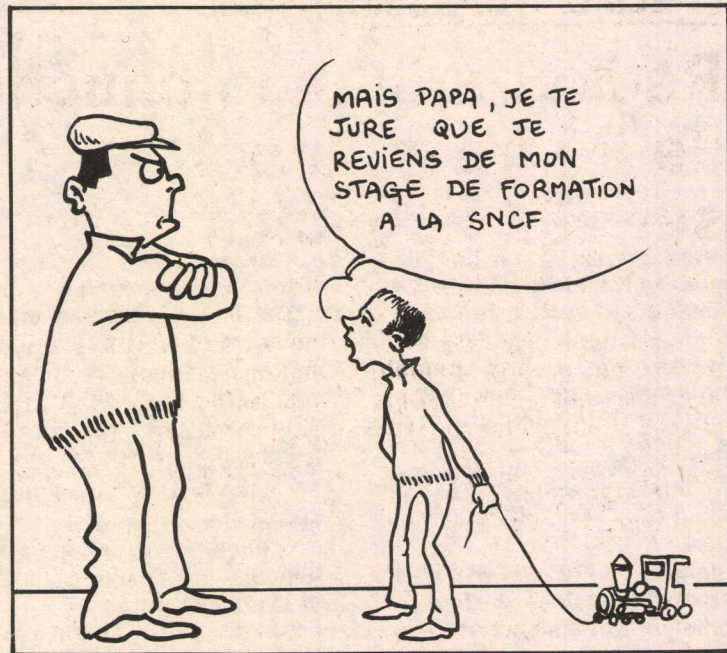
Le lundi suivant, le chef du personnel déclarait aux représentants syndicaux qu'il ne pouvait rien contre l'avis du service médical et que notre camarade n'avait qu'à attendre la contre-expertise à laquelle il a droit.

A l'accueil, nous étions tous décidés à débrayer s'il

n'était pas réintégré. Et dans le quart d'heure qui a suivi la réponse de la direction, nous nous sommes tous rassemblés, pendant que la CGT, elle, appelait la Recette et le Téléphone à débrayer. Et nous sommes montés à une centaine à la direction du personnel qui s'était aperçue tout d'un coup qu'elle pouvait garder notre camarade jusqu'à la contre-expertise.

Le licenciement n'est pas annulé définitivement. Ce qui est certain, en revanche, c'est que les cheminots ne sont pas disposés à laisser passer ça et sont prêts à repartir s'il n'est pas réintégré lundi prochain.

Correspondant LO



• ATELIERS DE  
NANTERRE-LA FOLIE (Hauts-de-Seine)

### Des pré-chômeurs sous-payés

Aux ateliers SNCF de Nanterre on a vu débarquer, il y a trois semaines, un jeune de 16 ans. Un de ces jeunes que le gouvernement met en stage « 16-18 ans » pendant deux ans, pour éviter de les faire figurer dans les chiffres du chômage. Pendant ces deux années de « stage », les « formateurs » téléphonent à des entreprises pour placer les jeunes en question pour quelques semaines. Là, il est censé « se former » en regardant les autres travailler ; en fait à la disposition des patrons s'ils veulent l'utiliser.

Pour cette formation bidon, pompeusement appelée

« insertion sociale », le stagiaire est royalement payé par l'Etat la somme de 500 F par mois. Evidemment, pendant le « stage » en question à la SNCF, la direction n'a pris en charge ni les frais de cantine, ni les transports. Alors, il reste à peine de quoi s'acheter un chewing-gum à la fin du mois. Ce n'est pas cher payé, d'autant moins que, dans ses 3 semaines de « stage » à la SNCF, le jeune aura quand même inévitablement mis la main à la pâte à un moment ou à un autre !

Correspondant LO

• VILLENEUVE-TRIAGE (Val-de-Marne)

### Suppressions de postes : la direction annonce la couleur...

Au dernier CE, la direction locale a annoncé aux délégués que la SNCF envisageait plusieurs restructurations, lesquelles restructurations entraîneraient, bien évidemment, des suppressions d'emplois.

Ainsi, un chantier du Triage, le poste K, qui fait la desserte des embranchements de particuliers, passera de 3x8 en 2x8 et entraînera un gain, pour la SNCF, de 4 emplois. Aux Quais de la gare de Villeneuve-Saint-Georges, sur 6 emplois, 3 sont supprimés sous prétexte « qu'ils ne servent à rien » (selon le patron) avec, pour conséquence, moins de sécurité pour les usagers en cas d'incident ou d'accident. A la gare de Vincennes (petit secteur qui dépend de Villeneuve), sur 6 emplois, 3 sont supprimés (50 % de l'effectif !).

Le patron a d'autre part annoncé qu'en 1987 il n'y aurait plus que 17 triages en France, contre plus de 50 aujourd'hui ! Des filières entières vont disparaître, comme les aiguilleurs, la filière « matériel marchandises » et certains travaux comptables, avec l'arrivée de l'informatique et des « minitels ».

Ainsi, la SNCF annonce la couleur. Comme elle doit supprimer 30.000 emplois en six ans en en supprimant 5.000 par an, elle s'y prend secteur par secteur, quelques emplois par-ci par-là, en douceur si l'on peut dire.

Ce qu'elle fait à Villeneuve, elle le fait dans toute la France.

Les cheminots, bien sûr, ne

sont pas dupes. Ils savent très bien que la SNCF fait de la compression des effectifs sa politique prioritaire. Ils savent très bien que c'est partout pareil. Seulement ils ne voient pas comment s'opposer à cette politique, comment, hormis par un mouvement d'ampleur nationale, les cheminots pourraient stopper cette politique. Car, bien souvent, c'est isolés (parfois un gars seul dans un coin)

que les cheminots sont victimes des suppressions de postes. « Qu'est-ce que tu veux qu'on y fasse ? », disent beaucoup de cheminots aux délégués ou travailleurs combatifs qui veulent « faire quelque chose ».

Pour l'instant, le climat est plutôt au « fatalisme », mais rien ne dit que cela va durer une éternité...

Correspondant LO

#### Elle veut notre peau ?

Mercredi 6, vers 9 h, un de nos camarades, attaleur au poste U, l'a échappé belle. Il commençait à peine d'atteler la voie 54 du côté R lorsqu'un wagon a été débranché sur cette voie, alors qu'on lui avait certifié qu'il avait la protection. Le choc a été très brutal et il a eu un coup au thorax. Conséquence : un gros hématome qui l'empêche de travailler comme attaleur pour l'instant.

C'est vrai que sur les voies nous risquons nos vies. Car ce genre d'accident n'est pas étonnant quand on connaît les conditions de travail du poste R. « Plus vite, toujours plus vite » : tels sont les ordres que donne la direction locale.

Alors oui, pousser sans cesse à la roue, c'est la politique de la direction, qui finira par être une politique criminelle.

#### Un agent encombrant

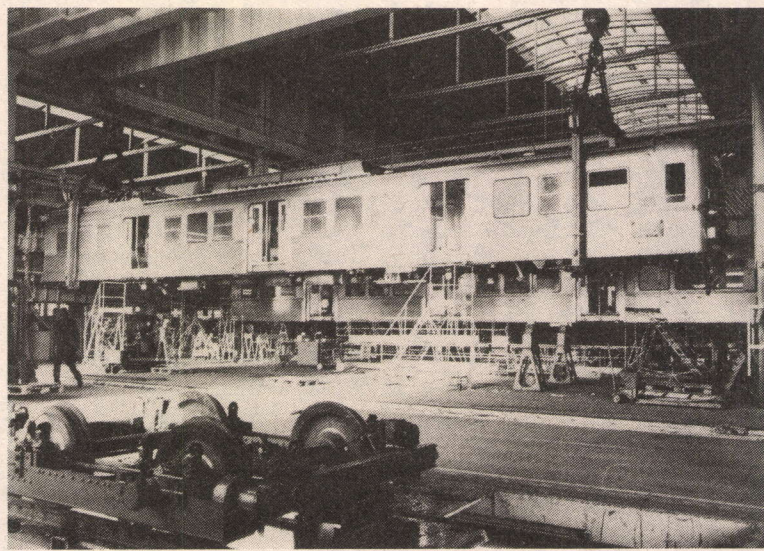
Le mardi 26 février à 14 h 15, un agent du Triage se blesse à la manœuvre et se rend donc au cabinet médical. Pas de médecin, les infirmières débordées sollicitent l'aide d'un « chef ».

Paulette prend donc l'initiative d'envoyer notre camarade à l'hôpital de Villeneuve accompagné d'un agent du BA désigné d'office. En taxi ?... Mais non, mais non, en train et en bus !

Quelques heures après, à l'hôpital, diagnostic : fracture du poignet.

Incompétence de nos dirigeants ou du cabinet médical ? Jugez vous-même.

Extraits du bulletin Lutte Ouvrière SNCF-Villeneuve (région parisienne).



### Dans les bulletins SNCF

#### Bille en tête

Il y a, à la Manut, un fenwick thermique que plusieurs d'entre nous refusent de conduire à cause de son mauvais état général.

Sauf le chef. Lui, il n'a ni peur pour lui, ni pour ceux qui travaillent autour.

Attention, cet homme est dangereux. Et s'il est à la recherche de sensations fortes qu'il aille s'embaucher chez le cascadeur J. Sunny.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière SNCF-AMPSE (région parisienne).

#### A bas l'arbitre !

A Masséna, à l'atelier Fer (PM), certains chefs s'entraînent pour arbitrer les championnats de football. Ils distribuent les cartons rouges pour prise de service un peu tardive et donnent aussi des pénalités sur le temps du match.

Mais pour les chefs, à quand les cartons jaunes pour coups francs ?

Extrait du bulletin Lutte ouvrière SNCF-Paris Sud-Ouest.



Deux livres de  
Fred Uhlman

## « L'ami retrouvé » et « Il fait beau à Paris aujourd'hui »

Fred Uhlman est un Juif allemand qui fut social-démocrate, avocat et amoureux de poésie et d'art dans l'Allemagne d'avant Hitler. Il vivait dans le Wurtemberg, une belle région, une terre de poètes, qui avait de solides traditions démocratiques : lors des dernières élections libres, le Wurtemberg ne donna que 24 % des voix aux nazis.

Assez représentatif des intellectuels sociaux-démocrates de l'époque, Uhlman était confiant dans l'avenir de son pays, de l'humanité, de la culture et de l'art. Il ne soupçonnait pas que la société pouvait engendrer un Hitler qui massacrerait les Juifs, qui brûlerait des livres, qui « sortirait son revolver lorsqu'on parlerait de culture » et qui raverait l'art au rang de mise en scène pour les cérémonies du régime national-socialiste.

Uhlman vit aujourd'hui en Angleterre. Il s'est enfui d'Allemagne juste à temps. Un juge, pourtant membre du Parti Nazi, a eu pitié et l'a prévenu un jour par téléphone d'une façon apparemment anodine : « Si vous voyez Uhlman dites-lui

qu'il fait beau à Paris aujourd'hui. Dites-lui bien aujourd'hui ». C'était tout, mais Uhlman comprit et gagna aussitôt la France. C'est grâce à cela qu'il a survécu. Ses parents ont fait partie des assassinés d'Auschwitz.

Après la guerre, le fascisme, le massacre des Juifs, Uhlman est demeuré au fond ce qu'il était : un intellectuel réformiste qui espère que les monstruosité du passé ne se répéteront pas. Aujourd'hui c'est un écrivain, et aussi un peintre qui devient célèbre et qui raconte dans ses livres combien était belle l'Allemagne d'avant Hitler, qu'il ne s'est jamais consolé d'avoir perdue, et qui raconte aussi sa vie.

*L'ami retrouvé* est un tout petit livre d'une centaine de pages, préfacé par Arthur Koestler qui « croit sincèrement que ce mince volume trouvera sur les rayons des bibliothèques une place durable ». Et il le mérite sans doute.

Uhlman raconte en termes très simples l'amitié qui naît entre deux lycéens dans l'Allemagne d'autrefois — avant Hitler — entre un jeune petit-

bourgeois juif et le descendant d'une grande famille noble. Et puis, cette amitié soudain est brisée : le noble déclare : « Il nous faut choisir entre Staline et Hitler, et je préfère Hitler », tandis que le Juif choisit l'exil. Dix-sept ans plus tard, le Juif découvre ce qu'il en fut vraiment.

Dans *Il fait beau à Paris aujourd'hui* l'auteur raconte cette fois directement ses souvenirs. Son enfance à Stuttgart dans une famille très aisée, le lycée, l'université, la vie des

étudiants. Puis sa carrière d'avocat, l'adhésion au Parti Social-Démocrate et en 1933 l'arrivée au pouvoir du nazisme et l'exil.

A Paris d'abord où il rencontre le milieu intellectuel et artistique et sa véritable vocation : la peinture. En Espagne ensuite, où il rencontre l'héritière d'une des grandes familles de la noblesse anglaise qui devient sa femme. L'Angleterre enfin, où bien qu'il anime une organisation anti-nazie « La ligue allemande libre pour la

culture », sa nationalité allemande lui vaut plusieurs mois d'internement dans un camp de l'île de Man.

Ecrits simplement ces livres d'Uhlman témoignent de la nostalgie de toute une époque et d'un pays. Ils témoignent aussi des limites d'un intellectuel juif qui s'imagina que l'art a un avenir dans une société qui n'en a pas. André VICTOR

*L'ami retrouvé*. Coll. Folio. *Il fait beau à Paris aujourd'hui*. Ed. Stock. 273 pages. 78 F, de Fred Uhlman.

## « La valise en carton »

de Linda de Suza

*La valise en carton*, c'est celle que Linda de Suza, chanteuse portugaise installée en France, avait en main (de l'autre, elle tenait son petit garçon) lorsqu'elle entra en Espagne d'abord puis en France clandestinement. Et ce livre, que les éditions Presse Pocket viennent de rééditer en collection de poche, est le récit de sa vie. Mais mise à part la fin — sa réussite dans les milieux du show-business — cela pourrait être le récit de la vie de centaines de milliers d'émigrants portugais en France. Linda de Suza n'a pas oublié la misère des petites villes du sud du Portugal, les parents qui, comme les siens, mettent une partie de leurs enfants à l'assistance publique, l'asile de charité qui lui semble insupportable de dureté mais qui, lorsqu'elle en sort, se révèle moins dur que la vie de famille dans les bidonvilles — la vie qui pour elle, comme pour tous,

ne semble faite que de travaux harassants pour des salaires de misère, avec en prime pour les femmes le fardeau des tâches domestiques... Coups, insultes sont, dans ce contexte, un lot quotidien. Alors pour Linda de Suza comme pour ses frères, il y a l'espoir de l'émigration : le voyage clandestin, l'embauche incertaine, le foyer de l'usine qui remplace le bidonville, et pour elle les places de serveuse de café et de femme de ménage...

Puis, à partir du moment où elle se lance dans la chanson, grâce à la chance, grâce à sa volonté, grâce à des producteurs très gentils, et « grâce à dieu » comme elle l'écrit, on quitte la vie pour le conte de fées.

Linda de Suza est sympathique, sa réussite ne lui a pas fait oublier ses origines et le sort que connaissent les miséreux. Mais pour quelques cas rarissimes de pauvres qui réus-



sissent à « s'en sortir » par la chanson, la boxe, le football, etc., il y a les centaines de millions pour qui ce monde reste sans espoir. Le seul espoir étant, tous ensemble, de le renverser.

N.M.

*La valise en carton* de Linda de Suza. Ed. Presse Pocket. 210 pages.

## « Le grand feu »

de Jeanne Bourin

Après *La chambre des dames* et *Le jeu de la tentation*, Jeanne Bourin continue d'exploiter le filon des pseudo romans historiques.

Mais *Le grand feu*, cette nouvelle « saga » médiévale qui se déroule autour de l'an 1100 dans la région de Blois n'offre pas beaucoup d'intérêt. Selon des historiens, en dépit des prétentions de l'auteur à avoir réuni une importante documentation, tout ou presque serait faux dans cette description du Moyen Age de la fin du XI<sup>e</sup> siècle, aussi bien dans les détails de la vie matérielle que dans

les attitudes et les comportements psychologiques des personnages. Quant à l'histoire, elle aurait pu se dérouler en d'autre temps et d'autres lieux.

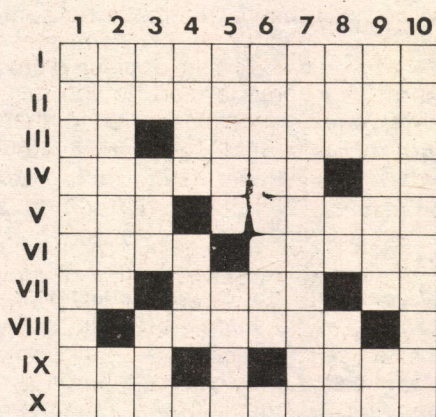
Il s'agit d'un roman à l'eau de rose qui exalte l'amour conjugal dans le cadre de la religion chrétienne. En outre, il s'agit d'un gros « pavé » qui ne s'avale pas facilement.

A ne lire que si l'on estime avoir à expier quelque péché.

A.V.

*Le grand feu* de Jeanne Bourin. Ed. La table Ronde. 445 pages. 85 F.

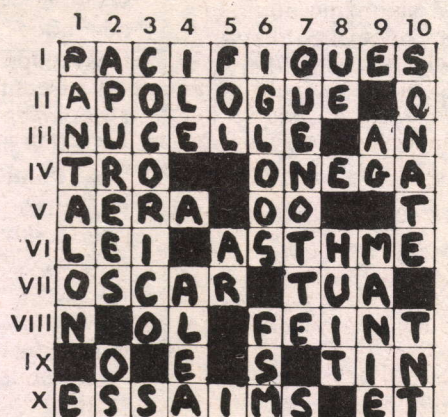
## MOTS CROISÉS



**HORIZONTALEMENT.** — I. Suit fidèlement le programme. II. Vers à pieds. III. Article d'outre-mer. Faisais une ouverture. IV. Identique à gauche et à droite. En partie explosif. V. Mesure sur le champs. Traîner en longueur. VI. Meilleur que jamais. Sans accent. VII. En prise. Spécialiste de l'histoire ancienne. Symbole chimique. VIII. Surprend. IX. Tournant en URSS. Enlèvement. X. Insurgée.

**VERTICALEMENT.** — 1. Il faut compter avec elles. 2. Enlèveras les coquilles. Jumelles. 3. Dans le nid. Pyrénéen. Parti en Allemagne. 4. Vieille identité. Tire en l'air. 5. Nymphé sylvestre. Fit des nœuds. 6. Donnais l'alerte. 7. Bordé de frontières. 8. Groupe nationaliste. En trop. Grecque. 9. Vident leur sac. Parti. 10. Aux limites étroites.

Solution du problème précédent





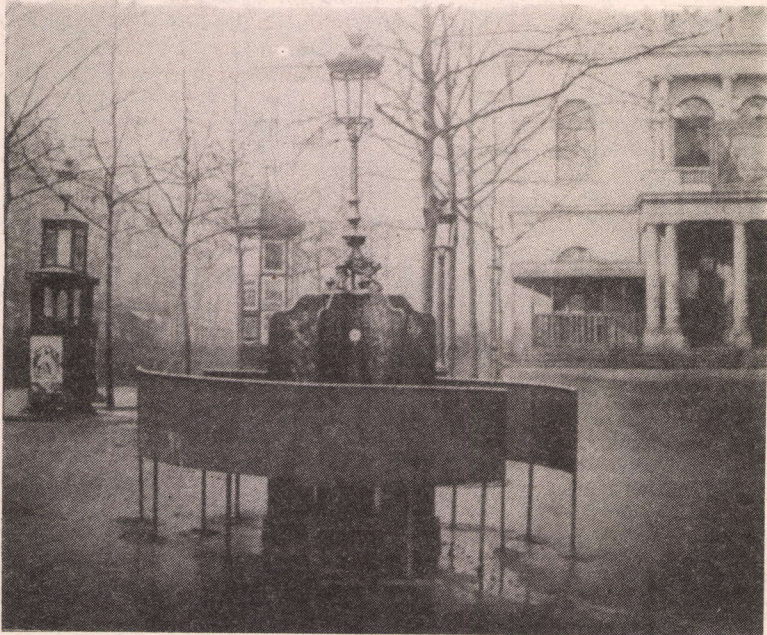
## « Les lieux » - histoire des commodités

de Roger-Henri Guerrand

A première vue ce livre a l'air d'un canular mais en fait il est fort sérieux, bien qu'écrit avec humour. A travers l'étude des « lieux », des « commodités », autrement dit des WC depuis le Moyen Age jusqu'à nos jours, c'est l'histoire de l'hygiène publique et privée en France que retrace l'auteur — ou plutôt du manque d'hygiène qui prévalut dans ce domaine pendant des siècles. Jusqu'à une époque très récente, la saleté et la puanteur qui régnaient, dans les villes plus particulièrement à cause de l'entassement de la population faisaient partie des caractéristiques nationales. Les motifs de cette indifférence vis-à-vis de l'hygiène avaient pu varier au cours des âges, les résultats étaient les mêmes.

Jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle toutefois n'existait pas cette pudibonderie concernant les fonctions du corps humain et pour appuyer ses dires, l'auteur cite quelques bonnes grosses gaudrioles scatologiques dans la plus pure tradition de « l'esprit gaulois ». On se soulageait n'importe où, en public ou en privé, peu importe, les cheminées, les bosquets ou même certaines rues réservées à cet usage faisaient très bien l'affaire. Pour le privé existaient les « thomas », souvent décorés de grivoiseries, les « bourdaloues », (que l'on emportait pour écouter les — longs — sermons du prêtre du même nom), ou, plus rares, les chaises percées sur lesquelles les grands du pays s'asseyaient commodément

Du fonctionnel...



Urinoir circulaire à six places devant le Théâtre de l'Ambigu, vers 1865.

pour donner leurs ordres. Pour la vidange, le ruisseau du milieu des rues faisait parfaitement l'affaire, et l'on ne se donnait pas toujours la peine de descendre les étages... Si des « lieux » existaient cependant dans certaines maisons, ils étaient d'une saleté repoussante, les propriétaires, pour ne pas avoir à faire vider la fosse trop souvent, se gardant bien d'y verser de l'eau. Inutile de dire quels foyers d'infection ce pouvait être.

Il faudra attendre la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle pour que

naisse un courant hygiéniste, parmi des médecins ou des savants, ou même des préfets de police, tel Poubelle, qui est passé à la postérité en imposant de mettre les ordures dans un receptacle, ou Rambuteau qui fit installer des WC publics (les premiers, d'ailleurs, servirent à l'édification de barricades, lors de la Révolution des « Trois Glorieuses » de 1830). Et tous ces gens-là se heurtèrent à la résistance de la bourgeoisie bien-pensante, pour qui le corps humain ne descendait pas plus bas que la

à l'apothéose.



Cabinets d'aisances dans les jardins des Champs-Élysées vers 1875.

ceinture, et surtout avare : les propriétaires d'immeubles crièrent au « socialisme » quand un décret leur imposa la construction d'un minimum de toilettes dans les immeubles, surtout les habitations ouvrières. En 1900, par exemple, il n'existait qu'un WC pour 70 locataires dans un immeuble de la rue des Tanneries, à Paris ! Quant à l'installation de toilettes publiques, d'après ce que rapporte l'auteur, c'était Clochemerle dans toute la France, et les débats que cela suscita furent souvent savoureux.

Pour conclure, c'est en 1954 seulement que le tout-à-l'égout finit d'être installé dans toutes les villes de France.

Bref sur un sujet (somme toute mineur ?), l'auteur, professeur dans une école d'architecture, a fait un livre documenté et drôle concernant un des fondements de la vie quotidienne.

Marianne LAMIRAL

Les lieux - histoire des commodités, de Roger-Henri Guerrand. Ed. La Découverte. 203 pages. 65 F.

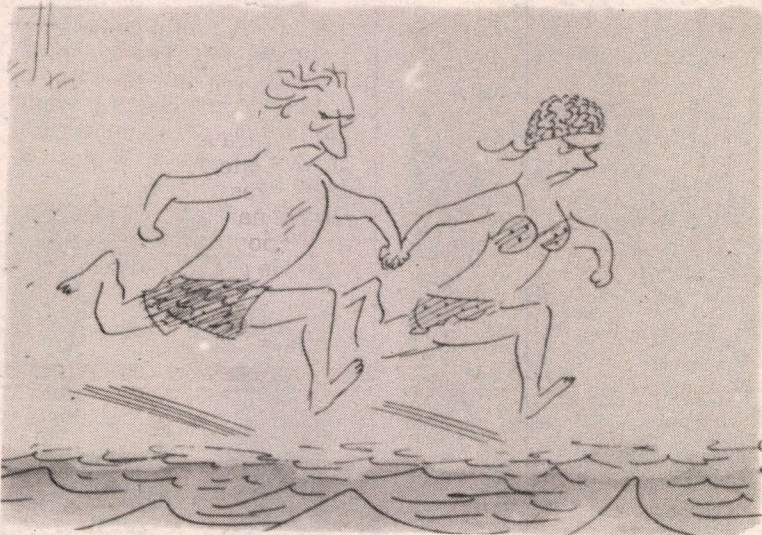
## « Le manuel du parfait petit masochiste »

de Dan Greenburg

Dans nos sociétés occidentales privilégiées, où beaucoup de gens ne sont pas trop malheureux, il existe un grand nombre de nos contemporains qui réussissent à se torturer eux-mêmes à propos de tout et de rien, à se noyer dans les verres d'eau des multiples petits tracas de la vie quotidienne, bref à se rendre malheureux alors qu'il n'y a vraiment aucune raison pour qu'ils le soient.

Dan Greenburg a entrepris, avec humour, de systématiser cet art de faire soi-même son propre malheur. On peut se torturer comme cela, à l'occasion, de façon irréfléchie, artisanale et peu rentable. Mais on peut aussi être masochiste avec efficacité, et pour tout dire avec art.

Ce petit livre apprendra au postulant comment devenir angoissé, comment broyer du noir, comment être jaloux de la réussite des autres. Il prévoit même des exercices pour entretenir sa forme. Il indique bien sûr comment se faire rejeter par les gens que l'on fréquente, et évidemment comment rompre une liaison amoureuse qui commençait pourtant sous d'heureux auspices.



Bref c'est un petit livre divertissant et très salutaire. Cela dit, il ne s'adresse qu'aux gens qui ne sont pas vraiment malheureux.

Pour les amateurs, voici quelques extraits alléchants de la table des matières :

« — A la recherche du malheur : le passé, le présent, l'avenir... »

- Le passé mode d'emploi.
- Le présent mode d'emploi.
- suggestions d'idées à ressassier ;
- la richesse ;
- la célébrité ;
- la beauté ;
- le talent.

- L'avenir mode d'emploi. (...)
- Epreuve finale.
- Le téléphone comme instrument d'autotorture. (...)
- Comment casser une véritable relation amoureuse.
- le test du Grand Amour ;
- « Que reste-t-il entre nous ? » ;
- « Ne me quitte pas » (...)
- Test.
- Comment perdre les (quelques) amis qui vous restent.
- le niveau d'échec acceptable ;
- Enfin seul ! ».

A.V.

Le manuel du parfait petit masochiste, de Dan Greenburg. Coll. Points Virgule. 136 pages.

## « Détails d'un coucher de soleil »

de Vladimir Nabokov

Né en 1899 à Petrograd, Nabokov a quitté la Russie à l'époque de la Révolution. Après des études à Cambridge, il a partagé son temps entre Prague, Berlin et la Côte d'Azur, avant de terminer sa vie aux Etats-Unis où il s'était installé depuis la Deuxième Guerre mondiale.

Les treize nouvelles de Nabokov qui viennent d'être publiées pour la première fois en français étaient parues dans des revues d'immigrés russes blancs en Europe occidentale entre 1924 et 1935.

En choisissant *Détails d'un coucher de soleil* comme titre pour la nouvelle qui ouvre le recueil, Nabokov déclare avoir voulu « intriguer à coup sûr les lecteurs qui « sautent les descriptions ». Et c'est vrai qu'il ne se passe pas grand-chose quand l'auteur raconte pourquoi la rencontre entre deux amoureux n'aura pas lieu, où bien les réactions d'un enfant au cours d'un jeu lors d'une fête dans un milieu aristocratique en Russie. Ce sont plutôt des atmosphères qui suscitent l'intérêt, comme par exemple celle de la rencontre entre deux frères, l'un sorti d'un institut

polytechnique en URSS, l'autre émigré à Berlin depuis la Révolution. Plusieurs récits sont empreints de nostalgie — pour une époque où l'aristocratie russe n'était pas encore fossilisée — et traduisent l'isolement d'un émigré de l'ancienne Russie, étranger à son époque, pour qui l'observation de menus détails de la vie quotidienne ne sont que des points de départ pour évoquer ses souvenirs.

D'autres nouvelles ne font aucune référence au contexte historique et traduisent par exemple la douleur d'un père après la mort de son fils. Ces sentiments et ces émotions sont exprimés sans grandiloquence, sans l'aide de mots abstraits, à travers le fourmillement de petites observations et d'anecdotes, parfois avec une petite pointe d'humour. C'est ce qui fait le charme et les limites de ces nouvelles d'un écrivain réactionnaire dont le talent exprime surtout les émotions des moments où il ne se passe rien...

Jean SANDAY

Détails d'un coucher de soleil de Vladimir Nabokov. Ed. Julliard. 218 pages. 70 F.



# THEATRE

## « Volpone »

de Jules Romains d'après Ben Johnson  
au Théâtre de la Ville

L'histoire se situe à Venise au XV<sup>e</sup> siècle. Volpone, riche marchand levantin, vient s'installer dans la cité des Doges. Contrairement à son valet Mosca qui pense que toute fortune doit être dépensée en plaisirs faciles, Volpone (joué par Jean Mercure), avare et cynique, aime l'or pour la puissance qu'il lui procure sur les autres hommes. Il se joue d'eux, se sert de sa richesse comme d'un appât et, sans rien déboursier, s'enrichit encore plus aux dépens des dupes qui le courtisent.

Secondé par son valet, il monte un stratagème pour voir jusqu'à quel point les « vautours » et les « corbeaux » qui, par amitié désintéressée disent-ils, se pressent chez lui, sont prêts à s'abaisser dans l'espoir d'hériter de sa fortune. Mais on a beau être un « renard » rusé et malveillant,

la morale de la fable est qu'il se trouve toujours un compère encore plus rusé pour vous doubler...

Ecrit par l'Anglais Ben Johnson, contemporain de Shakespeare, cette pièce a été adaptée par Stefan Zweig (le grand écrivain autrichien) et Jules Romain au début du siècle, et les dialogues semblent très modernes. On rit souvent, à toutes les subtilités de cette comédie acide, dans laquelle l'âpreté au gain de la bourgeoisie marchande de l'époque est ridiculisée. On rit de voir le vieux Volpone, de son lit où il contrefait le moribond, tirer toutes les ficelles des marionnettes qui s'agitent dans sa demeure et aussi, tant le personnage est antipathique, de le voir se faire rouler dans la farine. Le notaire, le marchand de drap et le vieil usurier, faisant surenchère de bassesses

pour évincer les concurrents dans cette course à l'héritage, sont aussi très comiques. Seules les deux femmes, la prostituée et l'épouse vertueuse, agissant de façon désintéressée, échappent en partie à la critique, de même que le valet Mosca, un parasite roublard mais généreux, contrairement aux autres chez qui le portemonnaie guide les sentiments.

De beaux décors montrant des intérieurs vénitiens, de riches costumes et une mise en scène enlevée, joints à la vivacité des dialogues, font de cette pièce un spectacle très réussi.

Marianne LAMIRAL

Tous les jours sauf le lundi au Théâtre de la Ville (Place du Châtelet). Soirée à 20 h 30 et matinée le dimanche à 14 h 30, jusqu'au 31 mars. Prix des places : 82 F et 52 F.



## « Tailleur pour dames »

de Georges Feydeau  
aux Bouffes Parisiens

Feydeau est l'un des virtuoses du théâtre dit « de boulevard » où le ressort principal de l'action consiste dans le cocuage mutuel des différents personnages. Dans le fond, il n'y a dans cette pièce rien de plus et rien de moins. Mais les aventures du docteur Moulineau qui s'est rendu une nuit, sans le dire à sa femme, au bal de l'Opéra, ne sont que pré-

textes pour une fantaisie désoyante, jouée sur un rythme endiablé. Feydeau disait que lorsque deux personnages ne devaient pas se rencontrer, parce qu'ils avaient des choses à se cacher l'un à l'autre ou pour toute autre raison, eh bien, justement, il les faisait se rencontrer. Cela vaut donc une suite de situations plus invraisemblables, plus folles les

unes que les autres où ce pauvre Moulineau, de mensonges en mensonges, finit par devenir tailleur pour dames.

Il n'y a peut-être rien dans cette pièce, mais avec ce rien-là on rit aux larmes pendant deux heures un quart.

A.V.

Au Théâtre des Bouffes Parisiens, 4, rue Monsigny. Métro 4 Septembre.

## Sélection télé

### Samedi 16 mars

20 h 05. FR3. **Le Disney Channel** : Mickey, Donald et Zorro. Dessins animés et vieux feuilleton noir et blanc mêlés à des vidéo-clips et à des souvenirs de la maison Walt Disney.

22 h 45. TF1. **Droit de réponse** : Peut-on se passer du freudisme et de la psychanalyse ? Avec la participation de sept médecins et de l'auteur d'un ouvrage sur Freud.

01 h 30. TF1. **L'exposition de la ville de Tsukuba** au Japon, siège en ce moment d'une gigantesque exposition internationale qui présente des matériels du futur et préfigure les façons de vivre de l'an 2000 (présentation Léon Zitronne, fin à 3 h 30).

### Dimanche 17 mars

15 h 15. FR3. **Les fausses confidences**, comédie de Marivaux, mise en scène par Marcel Bluwal. L'amour et les sentiments décortiqués par Marivaux.

17 h. A2. **Molière ou la vie d'un honnête homme**. Dernier épisode du film d'Ariane Mnouchkine.

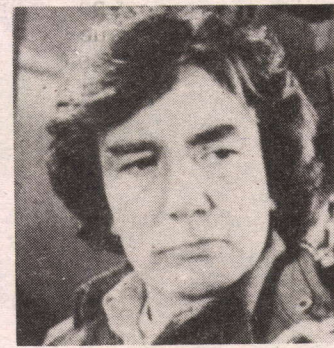
20 h 35. TF1. **La guerre des polices**, film de Robin Davis avec Claude Brasseur, Marlène Jobert et Claude Rich. Magouilles et embrouilles dans la maison poulaga.

23 h. FR3. **Cycle Darry F. Zanuck : The Bowery** (1933), avec Wallace Beery. Dans un des quartiers les plus pittoresques de New York, deux équipes de pompiers se font concurrence. Une description de cet univers de jeux et de bagarres.

### Lundi 18 mars

19 h 40. TF1. **Les Bargeot**, nouveau feuilleton proposé par Stéphane Collaro à la place de Cocoricocoboy. « Grande série ethnologique », paraît-il, sur les rites quotidiens de la France profonde : impôts, système D, les parcmètres, le conflit des générations, etc.

20 h 35. TF1. **Wolfen**, film américain de Michael Wadleigh (1981) avec Albert Finney. Film fantastique à partir d'un assassinat qui s'avère un meurtre quasi rituel... Ce film introduit le débat de l'émission **L'avenir du futur** sur la disparition des espèces et l'intervention de l'homme.



20 h 35. FR3. **La formule**, film américain de John G. Avildsen (1980) avec George C. Scott, Marlon Brando et Marthe Keller. Film d'espionnage où se croisent policiers, savants, espions et industriels du pétrole.

### Mardi 19 mars

20 h 35. FR3. **Manon des sources**, film de Marcel Pagnol (1952) avec Jacqueline Pagnol, Raymond Pellegrin, Fernand Sardou. Drame paysan dans un village de Provence

20 h 40. A2. **Cours après moi, shérif**, film américain d'Hal Needham (1977) avec Burt Reynolds et Sally Field. Courses, poursuites, acrobaties et carambolages de voitures.



22 h 35. TF1. **Tintam'art**. Invité : le violoniste et chef d'orchestre Emmanuel Krivine.

### Mercredi 20 mars

22 h 05. A2. **Moi... je**, émission de Bernard Bouthier. De courtes séquences reportages sur des sujets originaux : **Dur à porter** (les noms de famille à coucher dehors), **Le marché du figurant**, **Mercenaires**, **J.T. à la carte** (à partir d'extraits de véritables journaux télévisés), **Vivre sa mort** (sept Français sur dix meurent à l'hôpital).

### Jeudi 21 mars

20 h 35. A2. **Le mur de la haine**, feuilleton en trois épisodes d'après le roman de John Hersey (**La Muraille**) sur le ghetto de Varsovie. Premier épisode : octobre 1940. Espérons que ce feuilleton sera à la hauteur du roman. Cela peut être une émission intéressante.

20 h 35. FR3. **Cinéma sans visa : Tu écraseras le serpent**, film turc de Türkan Soray (1982). Réalisé par une comédienne turque qui joue le rôle principal, un film sur la condition de la femme en Turquie.

20 h 45. TF1. **Au nom de tous les miens**, suite du feuilleton tiré du livre de Martin Gray et de Max Gallo. Septième épisode : à la fin de la guerre, Martin choisit de passer à l'Ouest.

21 h 50. TF1. **Infovision**. Reportage, entre autres, sur la Guyane et la base américaine de Colorado Spring.

### Vendredi 22 mars

20 h 35. TF1. **Les soleils noirs de Julien Clerc**, émission de variétés tournée au Sénégal, en Côte-d'Ivoire et à Londres avec, entre autres, des musiciens africains.

20 h 35. FR3. **Histoire d'un jour**. Emission en trois parties de Philippe Alfonsi sur Mai 68. 1<sup>re</sup> partie : **24 mai, le pouvoir est dans la rue**. Débat sur trois thèmes : la violence, le dialogue impossible, l'incapacité à gouverner.



23 h. A2. **Ciné-Club : Le petit théâtre de Jean Renoir**, film à sketches de Jean Renoir (1969).



# FILMS

## « Soldier's story »

de Norman Jewison

En 1944, aux Etats-Unis, des recrues noires attendent dans un camp d'entraînement d'être envoyées sur le front en Europe combattre Hitler. Ces soldats font partie des « colored troops », correspondant aux troupes coloniales du vieux continent avec des hommes et des sous-officiers noirs encadrés par des officiers blancs.

Cette ségrégation est tout à l'image du reste de la société américaine, en particulier dans le sud des Etats-Unis, où la petite ville de Tynin (Louisiane) — près de laquelle le camp est installé — exhibe ses bancs publics « réservés aux Blancs ».

On imagine l'effet produit par l'arrivée dans ce camp d'un officier noir, le capitaine Davenport (le premier officier noir de l'armée nord-américaine nous dit-on). D'autant plus que cet officier est dépêché par Washington pour enquêter sur le meurtre, commis dans le camp lui-même, d'un sous-officier noir, le sergent Waters.

La ségrégation et l'hostilité qu'elle engendre entre Blancs et Noirs est tellement présente qu'il est évident pour tout le monde que ce Noir a été tué par un Blanc. L'arrivée de Davenport est naturellement perçue comme un encouragement par les soldats noirs et comme une insulte par l'encadrement blanc.

Seulement, la réalité est plus complexe que ne le laissent supposer les apparences.

Construit autour des interrogatoires menés par le capitaine Davenport, le film pénètre der-



rière la façade que s'opposent l'une à l'autre les deux communautés et met bien en évidence des attitudes bien différentes parmi les Noirs.

A travers les souvenirs des uns et des autres, l'enquête cerne petit à petit le caractère quasi monstrueux de Waters, ce sergent qui se venge des humiliations reçues, adopte les valeurs des Blancs et voudrait les imposer à ses frères de couleur. Il finit par haïr tout ce qui distingue les Noirs des Blancs.

Le film aurait pu se terminer sur les images paradoxales et révoltantes de ces troupes noires partant dans l'enthousiasme combattre Hitler, le

symbole du racisme, sous la bannière d'un régime, celui des Etats-Unis, qui opprime lui-même les Noirs américains.

Norman Jewison (le réalisateur de *FIST* et de *Dans la chaleur de la nuit*) a voulu y rajouter une séquence finale qui exprime sa confiance dans le libéralisme américain pour permettre aux Noirs de prendre leurs responsabilités et se faire admettre aux côtés des Blancs. L'anticonformisme de l'auteur s'arrête donc à sa conclusion. Mais celle-ci n'enlève rien à l'intérêt du reste du film.

Claude CHARVET

## « Le thé à la menthe »

d'Abdelkrim Bahloul

Hamou est venu en France de son Algérie natale, pour faire fortune, il y a six ans. Et si l'on en croit les lettres et les photos sur lesquelles on le voit adossé à sa belle voiture, qu'il envoie à sa mère, il y a réussi. Le mirage de la vie en France est comme souvent bien loin de la réalité !

Hamou ne travaille pas, vit de menus larcins dans le quartier de Barbès, habite une misé-

nable mansarde et n'a que des déboires avec la charmante voisine dont il veut faire la conquête, malgré le talisman qu'il s'est fait faire...

Or voilà qu'un beau jour sa mère ne parlant par un mot de français, débarque de son village, bien décidée à ramener son fils au pays, d'autant plus quand elle s'aperçoit de la triste réalité... L'actrice qui joue la mère est extrêmement

drôle et cela donne une série de gags qui sont d'autant plus appréciables que l'ensemble du film se traîne un peu, et ne sonne pas toujours très juste. Le film est une comédie sur le thème de l'immigration et ne prétend apparemment pas à être autre chose. On aurait souhaité qu'il soit un peu plus enlevé !

Laurence VINON

## Communiqués

La maison de la Culture de La Rochelle et du Centre-Ouest organise : les 20 et 21 mars à 20 h 30 : théâtre *Gertrude morte cet après-midi* par la compagnie Le Mascaron.

Le 22 mars à 20 h 30 : musique avec l'ensemble instrumental *La Follia*, violon soliste Gérard Poulet. Au programme : Bach, Haydn, Mozart et Vivaldi.

Maison de la Culture de La Rochelle, 4, rue Saint-Jean du Pérot, La Rochelle.

La MJC Gérard Philippe de Villejuif organise vendredi 22 mars à 20 h 30 un Ciné-Débat, avec R. Vautier, réalisateur.

Quand les femmes ont pris la colère, interprètes : les femmes de travailleurs à Coueron.

MJC Gérard Philippe : 118, rue Youri Gagarine, Villejuif.

La Fédération des Œuvres Laïques des Pyrénées-Atlantiques organise à Pau, un festival « Différences » mars 1985.

Au programme :

Le 16 : au Casino Municipal, journée multi-culturelle avec le groupe Gipsy (Manouche) Diferencas (Portugais) Saïd El Maghribi (Maroc) Super Albert (Béarn).

Le 18 : salle Haristoy, le conteur Nahnou Belahfaoui.

Le 23 : salle Gaston Phœbus, nuit du cinéma.

Le 26 : foire exposition : rock avec De Tacon (Barcelone).

Le 30 : centre Rencontre et Recherche : théâtre avec Mohamed Travolta avec la troupe Ibn Khaltoun.

## Sélection cinéma

### Films récents...

#### LA DÉCHIRURE.

de Roland Joffé.  
Le Cambodge de la présence américaine au régime des Khmers Rouges. Un film qui montre l'horreur des deux côtés.

Gaumont Les Halles 1<sup>er</sup> (vo). Gaumont Richelieu 2<sup>e</sup>. Paramount Odéon 6<sup>e</sup> (vo). Pagode 7<sup>e</sup> (vo). Publicis Elysées 8<sup>e</sup>. Gaumont Ambassade 8<sup>e</sup> (vo). 14 Juillet 11<sup>e</sup> (vo). Nation 12<sup>e</sup>. Paramount Galaxie 13<sup>e</sup>. Paramount Gobelins 13<sup>e</sup>. Miramar 14<sup>e</sup>. PLM Saint-Jacques 14<sup>e</sup> (vo). Gaumont Sud 14<sup>e</sup>. Gaumont Convention 15<sup>e</sup>. 14 Juillet 15<sup>e</sup> (vo). Paramount Maillot 17<sup>e</sup>. Clichy Pathé 18<sup>e</sup>. Gambetta 20<sup>e</sup>.

#### AMADEUS

de Milos Forman.

Le conflit entre Mozart et Antonio Salieri, un compositeur bien installé. Les portraits des deux adversaires sont remarquables. Et la musique sublime...

Impérial 2<sup>e</sup>. Rex 2<sup>e</sup>. Vendôme 2<sup>e</sup> (vo). Ciné Beaubourg 3<sup>e</sup> (vo). Odéon 6<sup>e</sup> (vo). George V 8<sup>e</sup> (vo). Ecurial Panorama 13<sup>e</sup> (vo). Montparnos 14<sup>e</sup>. UGC Convention 15<sup>e</sup>.

#### ANOTHER COUNTRY

de Marek Kaniévski

La vie d'un collège anglais dans les années 30. En filigrane, comment de jeunes intellectuels gagnés au communisme sont devenus des « taupes », des espions au service de l'URSS.

Olympic Luxembourg 6<sup>e</sup> (vo). Elysées Lincoln 8<sup>e</sup> (vo).

#### LES SAISONS DU COEUR.

de Robert Benton.

La lutte d'une fermière aux Etats-Unis pendant la grande dépression des années 1930 pour subsister, confrontée à la rapacité des banquiers, à la haine raciale.

Gaumont les Halles 1<sup>er</sup> (vo). Berlitz 2<sup>e</sup>. Danton 6<sup>e</sup> (vo). Gaumont Champs-Élysées 8<sup>e</sup> (vo). Montparnos 14<sup>e</sup>. Bienvenue 15<sup>e</sup> (vo). 14 Juillet 15<sup>e</sup> (vo). Passy 16<sup>e</sup>.

#### BRAZIL.

de Terry Gilliam.

Une critique de la société américaine, dans le style de 1984, traité sur le mode de l'humour noir.

Forum Arc-en-Ciel 1<sup>er</sup> (vo). Berlitz 2<sup>e</sup>. Rex 2<sup>e</sup>. Hautefeuille 6<sup>e</sup> (vo). Colisée 8<sup>e</sup> (vo). Ecurial 13<sup>e</sup> (vo). Gaumont Sud 14<sup>e</sup>. Miramar 14<sup>e</sup> (vo et vf). Sept Parnassiens 14<sup>e</sup> (vo). Gaumont Convention 15<sup>e</sup>. Trois Murat 16<sup>e</sup> (vo).

#### EL NORTE.

de Gregory Nava.

Deux jeunes paysans du Guatemala, chassés de leur village par la misère et la dictature, découvrent que les USA dont ils rêvaient leur réservent, eux aussi, leur dose d'oppression sordide.

Danton 6<sup>e</sup> (vo). Marbeuf 8<sup>e</sup> (vo).

#### PARIS, TEXAS.

de Wim Wenders.

Un film émouvant qui parle de l'amour, de l'enfance, des êtres perdus et retrouvés... et du rêve américain.

Panthéon 5<sup>e</sup> (vo). Biarritz 8<sup>e</sup> (vo).

### LES RIPOUX

de Claude Zidi avec Philippe Noiret et Thierry Lhermitte.

Des flics corrompus — interprétés par P. Noiret et T. Lhermitte — dans le quartier Barbès, à Paris. Une suite de gags... très documentée.

Forum Orient Express 1<sup>er</sup>. Rex 2<sup>e</sup>. UGC Opéra 2<sup>e</sup>. Odéon 6<sup>e</sup>. Biarritz 8<sup>e</sup>. Normandie 8<sup>e</sup>. UGC Boulevards 9<sup>e</sup>. UGC Gare de Lyon 12<sup>e</sup>. Athena 12<sup>e</sup>. UGC Gobelins 13<sup>e</sup>. Paramount Montparnasse 14<sup>e</sup>. Paramount Orléans 14<sup>e</sup>. Convention St-Charles 15<sup>e</sup>. Trois Murat 16<sup>e</sup>. Clichy Pathé 18<sup>e</sup>. Secretan 19<sup>e</sup>.

### KAOS

de Paolo et Vittorio Taviani

La paysannerie de Sicile au tournant du siècle vue par l'écrivain Pirandello. Derrière les apparences simples et frustes pointent la sensibilité et quelquefois la folie.

14 Juillet Parnasse 6<sup>e</sup> (vo). 14 Juillet Racine 6<sup>e</sup> (vo). 14 Juillet 15<sup>e</sup> (vo).

### GREYSTOKE.

de Hugh Hudson.

Tarzan découvre la jungle... de la bonne société anglaise. Capri 2<sup>e</sup>.

### ... et moins récents

LE SALAIRE DE LA PEUR.  
d'Henri-Georges Clouzot, avec Yves Montand et Charles Vanel.

Un film explosif tiré du roman de Georges Arnaud, tourné en 1953 : pour 2 000 dollars de prime, des hommes transportent sur 500 kilomètres de la nitroglycérine destinée à soulever l'incendie d'un puits de pétrole, dans une Amérique centrale, point de rencontre d'aventuriers échoués des quatre coins du monde et de riches compagnies américaines qui exploitent la région au milieu de la misère des populations de ces pays.

Saint-Germain Studio 5<sup>e</sup>. Elysées Lincoln 8<sup>e</sup>. Lumière 9<sup>e</sup>. Sept Parnassiens 14<sup>e</sup>.

LE VIEUX FUSIL.  
de Robert Enrico.

La vengeance d'un chirurgien contre des soldats allemands qui ont massacré sa famille.

Paramount City Triomphe 8<sup>e</sup>. Paramount Opéra 9<sup>e</sup>. Paramount Montparnasse 14<sup>e</sup>.

LA DIAGONALE DU FOU.  
de Richard Dembo.

A travers l'affrontement de deux joueurs d'échecs soviétiques, l'un dissident et l'autre pas, une réflexion sur les rapports Est-Ouest.

Studio Alpha 5<sup>e</sup>. George V 8<sup>e</sup>.

### LA STRADA.

de Federico Fellini avec Giulietta Massina.

Un classique du cinéma italien. Une gamine naïve accompagne un forain, une brute qui finit un jour par avoir des sentiments humains. A voir.

Relets Logos 5<sup>e</sup> (vo). Marbeuf 8<sup>e</sup> (vo).



# L'armée israélienne au Sud-Liban :

## Qui sème la terreur...

« Le premier mort gît face au ciel, les mouches se posent dans sa bouche ouverte. Le second, éventré, est carbonisé dans sa voiture, les mains crispées comme s'il tenait encore le volant... Toutes les voitures ont été écrasées ou mitraillées, et plusieurs sont tachées de sang à l'intérieur. Certaines brûlent encore. De nombreuses maisons sont détruites et tous les volets de fer des garages et des magasins ont été arrachés ». C'est ainsi qu'un journaliste de l'AFP a découvert le village chiite de Zrariyé dans le Sud-Liban, quelques heures après l'attaque de l'armée israélienne le lundi 11 mars.

Ce raid est présenté par les responsables israéliens comme une réponse à l'attentat d'une voiture-suicide contre les troupes israéliennes, dimanche 10 mars, près de Métoulah au Sud-Liban, qui a fait 12 morts et 14 blessés, mais aussi comme une action préventive contre les combattants chiites. Mais le raid contre Zrariyé est dans la droite ligne de la politique répressive menée par l'armée d'Israël dans son retrait du Sud-Liban. Pour le Premier ministre israélien, Shimon Pérès, l'opération menée sur Zrariyé visait à faire comprendre qu'Israël ne se soumettait « ni aux terroristes ni à leurs menaces. Nous ne quitterons pas le Liban dans la panique, ni dans une atmosphère de défaite, et quiconque ouvrira le feu sur nos soldats se verra retourner le feu » a-t-il poursuivi.

Quitter le Liban, peut-être, mais comme une armée qui terrorise, une

armée qui veut continuer à jouer son rôle de gendarme dans tout le Moyen-Orient : telle est la politique délibérée de l'armée israélienne. C'est ainsi qu'elle sème la terreur dans tout le Sud-Liban, en perquisitionnant dans toutes les maisons, rasant au bulldozer ou à l'explosif celles qui cachaient des armes, en arrêtant systématiquement les suspects (200 hommes de Zrariyé auraient ainsi été arrêtés et emmenés), en tuant ceux qui essaieraient de résister ou les civils qui ne se seraient pas cachés assez vite lors d'un raid de représailles. L'armée israélienne ne cherche pas à minimiser sa répression. A Zrariyé, elle annonce 34 tués, alors que la Croix Rouge en a dénombré 19. En écrivant en arabe « Vengeance de l'armée de défense d'Israël » sur la fontaine du village, elle a tenu à faire savoir clairement qu'elle revendiquait entièrement son action.

L'occupation du Liban, loin d'aider à la sécurité de l'Etat d'Israël, a dressé toute une partie de la population libanaise contre l'armée israélienne. Et si elle est actuellement la cible des combattants chiites, c'est bien parce que, en se comportant en armée d'occupation, elle a fait se lever de nouveaux combattants. En continuant la répression, l'armée israélienne, les responsables israéliens sont en train de dresser un fossé de haine entre l'Etat d'Israël et les populations du Sud-Liban. Mais c'est toute la population israélienne qui risque de le payer un jour.

M-C. S.



Ci-dessus : Attentat dans la banlieue chiite de Beyrouth. (AFP).

Ci-dessous : Zrariyé, après le passage des chars israéliens. (AFP).

## ASIE DU SUD-EST

### La guerre permanente

Au Cambodge, l'offensive de saison sèche menée par les troupes vietnamiennes contre les différents groupes menant la guérilla à la frontière entre le Cambodge et la Thaïlande s'est terminée, lundi 11 mars, par la chute de la base sihaoukiste de Tatum. Quelques jours auparavant, c'était le quartier général de la guérilla khmère rouge qui avait été évacué devant l'offensive vietnamienne.

L'opération anti-guérilla des troupes vietnamiennes s'est donc, pour l'instant, soldée par un succès. Mais il reste des dizaines de milliers de réfugiés cambodgiens dans des camps en Thaïlande et, surtout, les différents groupes de guérilla luttant contre les troupes vietna-

miennes et leur allié du gouvernement de Phnom-Penh bénéficient du soutien de la Thaïlande, de la Chine et de l'impérialisme américain.

Il est donc bien difficile de savoir ce qui se passera une fois que, avec les pluies, les troupes vietnamiennes se seront retirées de la zone où opèrent les différents groupes de maquisards. Et tout cela peut bien n'être qu'un épisode de plus dans les conflits sans nombre qui ensanglantent un Sud-Est asiatique on ne peut plus divisé.

Depuis que l'impérialisme, français puis américain, est parti physiquement de cette région du monde, les conflits ne cessent pas. Et un pays

comme le Vietnam, ruiné par trente ans de guerres coloniales, est contraint d'entretenir un corps expéditionnaire qui est monté jusqu'à 200.000 hommes au Cambodge, pour assurer l'existence du gouvernement qu'il a mis en place en 1979 et faire face à la guérilla soutenue par la Thaïlande, la Chine et les Etats-Unis, tandis que la Chine entretient au nord du Vietnam une menace militaire permanente. Et tous les pays du Sud-Est asiatique sont ainsi armés et surarmés, alors même que la famine fait des ravages dans la population !

L'impérialisme, contraint de partir, ne l'a fait qu'en plaçant des bombes à retardement qui n'en finissent pas d'exploser...

M.B.

## AFRIQUE DU SUD

### Toujours la répression

Il ne se passe pas de semaine en Afrique du Sud sans que la liste des victimes de l'ordre de l'Apartheid ne s'allonge. Le week-end dernier, ce sont encore au moins six Noirs, dont deux adolescents de 15 et 18 ans, qui sont tombés sous les coups des forces de l'ordre.

Car les Noirs, et surtout les jeunes des townships, ces cités où sont parqués les Noirs à la périphérie des grandes villes, ne se résignent pas au sort que leur impose le pouvoir

blanc. Les manifestations contre les discriminations scolaires, les fermetures d'écoles, les exclusions ou pour la libération de syndicalistes emprisonnés se succèdent. Manifestations violemment réprimées par la police. Ainsi, en 6 mois, on estime à plus de 200 le nombre de victimes de la répression. Une répression qui ne fait qu'exacerber la révolte qui gronde parmi la population noire.

P. Ch.